

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°64-2025-198

PUBLIÉ LE 4 JUILLET 2025

Sommaire

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités / Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités - Accompagnement des entreprises en développement et des salariés

64-2025-06-20-00006 - ADMR du LUY et du GABAS Agrément modificatif pour déménagement (2 pages)	Page 4
64-2025-06-20-00007 - ADMR du LUY et du GABAS Déclaration modificative pour déménagement (4 pages)	Page 7
64-2025-07-02-00008 - DAUGA Vincent Récépissé de déclaration initiale pour les services à la personne (2 pages)	Page 12
64-2025-07-02-00006 - DUSSIN Viviane Récépissé de déclaration initiale pour les services à la personne (2 pages)	Page 15
64-2025-07-02-00007 - EXIGENCE SOLUTIONS Récépissé de déclaration initiale pour les services à la personne (2 pages)	Page 18
64-2025-07-03-00002 - FAVIERE Vanessa Récépissé de déclaration initiale pour les services à la personne (2 pages)	Page 21
64-2025-06-24-00004 - FERRIER Paul Récépissé de déclaration initiale pour les services à la personne (2 pages)	Page 24
64-2025-06-20-00005 - MAILFAIT Julien Récépissé de déclaration initiale pour les services à la personne (2 pages)	Page 27
64-2025-06-25-00004 - MYARA Frédéric Récépissé de déclaration initiale pour les services à la personne (2 pages)	Page 30
64-2025-07-02-00005 - OYHARCABAL Amandine Récépissé de déclaration initiale pour les services à la personne (2 pages)	Page 33
64-2025-07-03-00003 - PARADIS CAMI Sabrina Récépissé de déclaration initiale pour les services à la personne (2 pages)	Page 36
64-2025-06-27-00005 - RAMIREZ TAMAYO Tatiana Récépissé de déclaration initiale pour les services à la personne (2 pages)	Page 39
64-2025-06-27-00006 - TEYSSIER Lucie Récépissé de déclaration initiale pour les services à la personne (2 pages)	Page 42

Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Pyrénées-Atlantiques /

64-2025-07-04-00005 - Arrêté réglementant les prélèvements dans l'Ousse (2 pages)	Page 45
64-2025-07-04-00001 - Arrêté réglementant les prélèvements dans la Baïse (2 pages)	Page 48
64-2025-07-04-00002 - Arrêté réglementant les prélèvements dans la Joyeuse (2 pages)	Page 51

64-2025-07-04-00004 - Arrêté réglementant les prélèvements dans le Lausset (2 pages)

Page 54

Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Pyrénées-Atlantiques / Direction Départementale des Territoires et de la Mer - Service Pilotage, Affaires juridiques et Sécurité routière

64-2025-06-25-00005 - Arrêté préfectoral portant dérogation aux arrêtés permanents sur les réglementations de la circulation sous chantier de l'autoroute A64 "La Pyrénéenne" - Pour réaliser des travaux de remplacement des dispositifs de retenue de l'ouvrage PI 719 des restrictions de circulations seront mises en place du 30 juin au 10 octobre 2025 dans les deux sens de circulation. (3 pages)

Page 57

64-2025-06-19-00011 - Arrêté préfectoral portant dérogation aux arrêtés permanents sur les réglementations de la circulation sous chantier de l'autoroute A64 "La Pyrénéenne" - Pour réaliser des travaux de remplacement des dispositifs de retenue de l'ouvrage PI518, des restrictions de circulation seront mises en place du 23 juin au 18 juillet 2025 dans les deux sens de circulation. (4 pages)

Page 61

Direction Régionale des douanes de Bayonne / Douanes Bayonne - Pôle Action Economique

64-2025-07-01-00002 - Décision de fermeture-SJPP du 01 06 2025 (1 page)

Page 66

Préfecture des Pyrénées-Atlantiques /

64-2025-06-30-00003 - Arrêté relatif au fonctionnement et à la réalisation de travaux sur le système d'assainissement collectif du bourg de l'agglomération de Laruns (17 pages)

Page 68

Préfecture des Pyrénées-Atlantiques / Préfecture des Pyrénées-Atlantiques - Direction de la Citoyenneté de la Légalité et du Développement Territorial

64-2025-07-04-00006 - Arrêté autorisant établissement congréganiste à aliéner un bien immobilier CSM à ANGLET (2 pages)

Page 86

Préfecture des Pyrénées-Atlantiques / Préfecture des Pyrénées-Atlantiques - Direction des sécurités

64-2025-07-02-00009 - arrêté réglementant la vente et la consommation de boissons alcoolisées (4 pages)

Page 89

64-2025-07-02-00004 - Arrêté règlementant temporairement dans le département des Pyrénées-Atlantiques la vente, la cession, le transport, et l'utilisation de pétards, artifices de divertissement, engins pyrotechniques, de carburants, combustibles, produits corrosifs ou inflammables du 13 juillet 2025 (6h00) au 15 juillet 2025 (6h00) (4 pages)

Page 94

Préfecture des Pyrénées-Atlantiques / Préfecture des Pyrénées-Atlantiques - Secrétariat Général des Affaires Départementales

64-2025-07-04-00003 - Arrêté préfectoral portant renouvellement d'habilitation afin d'établir le certificat de conformité mentionné au premier alinéa de l'article L. 752-23 du code de commerce (SAS POLY GOMEX) (2 pages)

Page 99

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail
et des Solidarités

64-2025-06-20-00006

ADMR du LUY et du GABAS Agrément
modificatif pour déménagement



PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

Arrêté portant modification d'agrément d'un organisme de services à la personne
N° SAP311329130

Vu le code du travail, notamment ses articles L 7232-1, R 7232-1 à R 7232-10, D 7231-1, D 7231-2 et D 7233-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 64-2024-11-25-00015 du 25 novembre 2024 de M. Jean-Marie GIRIER, Préfet des Pyrénées-Atlantiques, donnant délégation de signature à MME. VIAL Hélène, Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques ;

Vu l'arrêté n° 64-2024-11-25-00046 du 25 novembre 2024 portant subdélégation de signature de Mme Hélène VIAL, Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités des Pyrénées-Atlantiques en faveur des personnels de sa direction ;

Vu l'arrêté de renouvellement de l'agrément accordé à l'organisme **A.D.M.R. du LUY et du GABAS**, et valable pour une durée de cinq ans à compter du 12 juin 2021 ;

Vu l'arrêté modificatif d'agrément accordé à l'organisme **A.D.M.R. du LUY et du GABAS**, portant sur l'arrêt total de l'exercice du mode mandataire à partir du 1^{er} août 2022 ;

Vu le cahier des charges prévu à l'article R 7232-6 du Code du travail ;

Vu le certificat réputé accordé par NF SERVICE/AFNOR à compter du 18 janvier 2025 ;

Vu le déménagement de l'établissement principal le 25 février 2025 au 8 place de la Tour – 64160 MORLAAS ;

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques

Constata :

Qu'une demande de mise à jour de l'établissement principal a été transmise auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités des Pyrénées-Atlantiques le 25 mars 2025 par Madame POMMIES Véronique agissant en qualité de Présidente de l'organisme **A.D.M.R. du LUY et du GABAS**, nous informant du déménagement de l'établissement principal ;

Qu'en conséquence il convient d'établir un arrêté modificatif d'agrément de services à la personne, pour l'organisme A.D.M.R. du LUY et du GABAS.

Article 1^{er}

A compter du 25 février 2025, l'organisme A.D.M.R. du LUY et du GABAS enregistré sous le N° SAP311329130 est désormais implantée 8 place de la Tour – 64160 MORLAAS.

La date d'échéance du renouvellement de son agrément accordé demeure inchangée, soit le 11 juin 2026.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions fixées par l'article R.7232-8 et, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

Article 2

Cet agrément couvre les activités selon le(s) mode(s) d'intervention indiqué(s) et dans le(s) département(s) suivant(s) :

Cité administrative – Boulevard Tourasse – 64000 PAU
Travail et Entreprises : 05.59.14.80.30
Solidarités et Inclusion : 05.47.41.33.10
www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr - www.economie.gouv.fr

Activité(s) exercée(s) en mode prestataire auprès des enfants de moins de 3 ans et de moins de 18 ans en situation de handicap sur le territoire des Pyrénées-Atlantiques :

- Garde d'enfants de moins de 3 ans à domicile (y compris les enfants en situation de handicap).

Article 3

Si l'organisme envisage de fournir des activités autres que celles pour lesquelles il est agréé ou d'exercer ses activités dans un département autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément.

Si l'organisme propose des activités de garde ou d'accompagnement d'enfants de moins de 3 ans ou de moins de 18 ans en situation de handicap, il devra solliciter une modification préalable de son agrément en cas de changement de mode d'intervention.

L'ouverture d'un nouvel établissement dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'une information préalable auprès du service instructeur.

Article 4

Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-4 à R 7232-9 du Code du travail,
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail,
- exerce d'autres activités que celles mentionnées dans le présent arrêté,
- ne transmet pas au Préfet compétent les statistiques mentionnées à l'article R 7232-9 du Code du travail.

Article 5

Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L 7233-2 du Code du travail et L 241-10 du Code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L 7232-1-1 du Code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L 7232-1-2).

Article 6

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il peut, dans les deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 61 Boulevard Vincent Auriol, 75703 PARIS CEDEX 13.

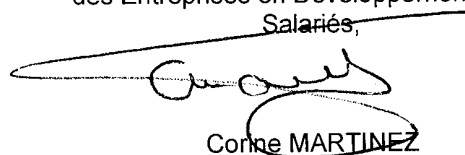
Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet <http://www.telerecours.fr/>

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à Pau, le 20 juin 2025

P/ le Préfet des Pyrénées-Atlantiques
et par subdélégation,
La Responsable du service Accompagnement
des Entreprises en Développement et des
Salariés,



Corinne MARTINEZ

Cité administrative – Boulevard Tourasse – 64000 PAU
Travail et Entreprises : 05.59.14.80.30
Solidarités et Inclusion : 05.47.41.33.10
www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr - www.economie.gouv.fr

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail
et des Solidarités

64-2025-06-20-00007

ADMR du LUY et du GABAS Déclaration
modificative pour déménagement

LE PREFET DES PYRENEES-ATLANTIQUES
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Récépissé de déclaration modificative d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP311329130

Vu le Code du travail et notamment les articles L 7231-1 à L 7233-2, R 7232-16 à R 7232-22, D 7231-1, et D 7233-1 à D 7233-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 64-2024-11-25-00015 du 25 novembre 2024 de M. Jean-Marie GIRIER, Préfet des Pyrénées-Atlantiques donnant délégation de signature à MME. VIAL Hélène, Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques ;

Vu l'arrêté n° 64-2024-11-25-00046 du 25 novembre 2024 portant subdélégation de signature de Mme Hélène VIAL, Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités des Pyrénées-Atlantiques en faveur des personnels de sa direction ;

Vu l'arrêté modificatif d'agrément accordé à l'organisme **A.D.M.R. du LUY et du GABAS**, portant sur l'arrêt total de l'exercice du mode mandataire à partir du 1^{er} août 2022 ;

Vu la déclaration modificative d'activités de services à la personne établie avec date d'effet au 05 août 2022 par la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités des Pyrénées-Atlantiques pour l'organisme **A.D.M.R. du LUY et du GABAS** dont l'établissement principal est situé 10 place Sainte Foy – 64160 MORLAAS et enregistré sous le **N° SAP311329130** ;

Vu le certificat réputé accordé par NF SERVICE/AFNOR à compter du 18 janvier 2025 ;

Vu le déménagement de l'établissement principal le 25 février 2025 au 8 place de la Tour – 64160 MORLAAS ;

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques,

Constate :

Qu'une demande de mise à jour de l'établissement principal a été transmise auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités des Pyrénées-Atlantiques le 25 mars 2025 pour l'organisme **A.D.M.R. du LUY et du GABAS**, s'agissant du déménagement de la structure ;

Qu'en conséquence il convient d'établir une déclaration modificative d'activités de services à la personne, pour l'organisme A.D.M.R. du LUY et du GABAS dont l'établissement principal est désormais situé 8 place de la Tour – 64160 MORLAAS et enregistré sous le N°SAP311329130 pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration exercée(s) en mode Prestataire :

- Garde d'enfants de plus de 3 ans à domicile,
- Soutien scolaire ou cours à domicile,
- Entretien de la maison et travaux ménagers,
- Préparation de repas à domicile (inclus le temps passé aux courses),
- Livraison de repas à domicile,
- Livraison de courses à domicile,
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes en cas d'invalidité temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques),

Direction de l'Emploi, du Travail et des Solidarités
du département des Pyrénées-Atlantiques
Cité Administrative – CS 67566 – 64080 PAU CEDEX
Travail et entreprises : 05 59 14 80 30
Solidarités et inclusion : 05 47 41 33 10
www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr - www.economie.gouv.fr

- Accompagnement des personnes présentant une invalidité temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques) pour promenades, aide à la mobilité et transport, actes de la vie courante,
- Assistance aux personnes ayant besoin d'une aide temporaire à leur domicile (hors PA/PH et pathologies chroniques) (hors actes de soins relevant d'actes médicaux).

Activité(s) relevant de la déclaration et soumise(s) à agrément de l'État exercée(s) en mode prestataire sur le territoire des Pyrénées-Atlantiques :

- Garde d'enfants de moins de 3 ans y compris les enfants de moins de 18 ans en situation de handicap.

Activité(s) relevant de la déclaration et soumise(s) à autorisation du Conseil départemental exercée(s) en mode prestataire uniquement sur le territoire défini par l'autorisation :

- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes âgées qui ont besoin de telles prestations à domicile (hors actes de soins relevant d'actes médicaux),
- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes handicapées qui ont besoin de telles prestations à domicile (hors actes de soins relevant d'actes médicaux),
- Accompagnement hors domicile des personnes âgées, des personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (promenades, aide à la mobilité et au transport, actes de la vie courante).

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L 7233-2 du Code du travail et L 241-10 du Code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du 25 février 2025.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps. La déclaration a une portée nationale.

Toutefois, en application des articles L 7232-1 et R 7232-1 à R 7232-15, les activités nécessitant un agrément (I de l'article D 7231-1 du Code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément dans le ou les département(s) d'exercice de ses activités.

De même, en application de l'article D 312-6-2 du Code de l'action sociale et des familles, les activités nécessitant une autorisation n'ouvrent droit à ces dispositions que si l'organisme a préalablement obtenu l'autorisation ou le renouvellement de cette autorisation.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R 7232-20 à R 7232-22 du Code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il peut, à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 61 Boulevard Vincent Auriol, 75703 PARIS CEDEX 13.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet <http://www.telerecours.fr/>

Direction de l'Emploi, du Travail et des Solidarités
du département des Pyrénées-Atlantiques
Cité Administrative – CS 67566 – 64080 PAU CEDEX
Travail et entreprises : 05 59 14 80 30
Solidarités et inclusion : 05 47 41 33 10
www.pyrenees-atlantiques.nouv.fr - www.economie.nouv.fr



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté

Egalité

Fraternité

Direction départementale de l'emploi, du
travail et des solidarités

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à Pau, le 20 juin 2025

P/ le Préfet des Pyrénées-Atlantiques
et par subdélégation,

La Responsable du service
Accompagnement des Entreprises en
Développement et des Salariés,

Corine MARTINEZ

Direction de l'Emploi, du Travail et des Solidarités
du département des Pyrénées-Atlantiques
Cité Administrative – CS 67566 – 64080 PAU CEDEX
Travail et entreprises : 05 59 14 80 30
Solidarités et inclusion : 05 47 41 33 10
www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr - www.economie.gouv.fr

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail
et des Solidarités

64-2025-07-02-00008

DAUGA Vincent Récépissé de déclaration initiale
pour les services à la personne

LE PREFET DES PYRENEES-ATLANTIQUES
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP987633021

Vu le Code du travail et notamment les articles L 7231-1 à L 7233-2, R 7232-16 à R 7232-22, D 7231-1, et D 7233-1 à D 7233-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 64-2024-11-25-00015 du 25 novembre 2024 de M. Jean-Marie GIRIER, Préfet des Pyrénées-Atlantiques donnant délégation de signature à MME. VIAL Hélène, Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques ;

Vu l'arrêté n° 64-2024-11-25-00046 du 25 novembre 2024 portant subdélégation de signature de Mme Hélène VIAL, Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités des Pyrénées-Atlantiques en faveur des personnels de sa direction ;

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée le 28 mars 2024 auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques par Monsieur DAUGA Vincent en qualité de dirigeant pour l'organisme **DAUGA VINCENT** dont l'établissement principal est situé 4 avenue des Arbousiers – 64600 ANGLET et enregistré sous le **N°SAP987633021** pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :

- Entretien de la maison et travaux ménagers,
- Petits travaux de jardinage,
- Travaux de petit bricolage.

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L 7233-2 du Code du travail et L 241-10 du Code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du 1^{er} avril 2024, date de création et d'immatriculation de l'établissement principal auprès des services de l'INSEE / INPI.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps. La déclaration a une portée nationale.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R 7232-20 à R 7232-22 du Code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il peut, à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 61 Boulevard Vincent Auriol, 75703 PARIS CEDEX 13.

Direction de l'Emploi, du Travail et des Solidarités
du département des Pyrénées-Atlantiques
Cité Administrative – CS 67566 – 64080 PAU CEDEX
Travail et entreprises : 05 59 14 80 30
Solidarités et inclusion : 05 47 41 33 10
www.pyrenees-atlantiques.nouv.fr - www.economie.nouv.fr

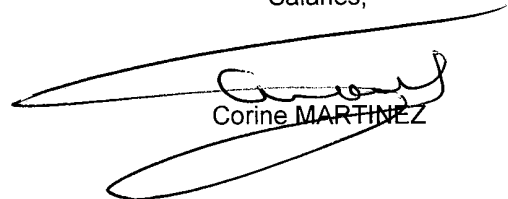
Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet <http://www.telerecours.fr/>

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à Pau, le 02 juillet 2025

P/ le Préfet des Pyrénées-Atlantiques
et par subdélégation,
La Responsable du service Accompagnement
des Entreprises en Développement et des
Salariés,


Corine MARTINEZ

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail
et des Solidarités

64-2025-07-02-00006

DUSSIN Viviane Récépissé de déclaration initiale
pour les services à la personne

LE PREFET DES PYRENEES-ATLANTIQUES
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP384751608

Vu le Code du travail et notamment les articles L 7231-1 à L 7233-2, R 7232-16 à R 7232-22, D 7231-1, et D 7233-1 à D 7233-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 64-2024-11-25-00015 du 25 novembre 2024 de M. Jean-Marie GIRIER, Préfet des Pyrénées-Atlantiques donnant délégation de signature à MME. VIAL Hélène, Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques ;

Vu l'arrêté n° 64-2024-11-25-00046 du 25 novembre 2024 portant subdélégation de signature de Mme Hélène VIAL, Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités des Pyrénées-Atlantiques en faveur des personnels de sa direction ;

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée le 25 octobre 2024 auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques par Madame DUSSIN Viviane en qualité de dirigeante pour l'organisme **DUSSIN VIVIANE GILBERTE** dont l'établissement principal est situé 30 rue de la Fabrique – BTB - Appt 19 – 64340 BOUCAU et enregistré sous le **N°SAP384751608** pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :

- Entretien de la maison et travaux ménagers

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L 7233-2 du Code du travail et L 241-10 du Code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du 04 novembre 2024, date de début d'activité exclusive pour les services à la personne.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps. La déclaration a une portée nationale.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R 7232-20 à R 7232-22 du Code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il peut, à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 61 Boulevard Vincent Auriol, 75703 PARIS CEDEX 13.

Direction de l'Emploi, du Travail et des Solidarités
du département des Pyrénées-Atlantiques
Cité Administrative – CS 67566 – 64080 PAU CEDEX
Travail et entreprises : 05 59 14 80 30
Solidarités et inclusion : 05 47 41 33 10
www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr - www.economie.gouv.fr



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté

Egalité

Fraternité

Direction départementale de l'emploi, du travail
et des solidarités

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet <http://www.telerecours.fr/>

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à Pau, le 02 juillet 2025

P/ le Préfet des Pyrénées-Atlantiques
et par subdélégation,
La Responsable du service Accompagnement
des Entreprises en Développement et des
Salariés,



Corine MARTINEZ

Direction de l'Emploi, du Travail et des Solidarités
du département des Pyrénées-Atlantiques
Cité Administrative – CS 67566 – 64080 PAU CEDEX
Travail et entreprises : 05 59 14 80 30
Solidarités et inclusion : 05 47 41 33 10
www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr - www.economie.gouv.fr

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail
et des Solidarités

64-2025-07-02-00007

EXIGENCE SOLUTIONS Récépissé de déclaration
initiale pour les services à la personne

LE PREFET DES PYRENEES-ATLANTIQUES
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP984904813

Vu le Code du travail et notamment les articles L 7231-1 à L 7233-2, R 7232-16 à R 7232-22, D 7231-1, et D 7233-1 à D 7233-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 64-2024-11-25-00015 du 25 novembre 2024 de M. Jean-Marie GIRIER, Préfet des Pyrénées-Atlantiques donnant délégation de signature à MME. VIAL Hélène, Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques ;

Vu l'arrêté n° 64-2024-11-25-00046 du 25 novembre 2024 portant subdélégation de signature de Mme Hélène VIAL, Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités des Pyrénées-Atlantiques en faveur des personnels de sa direction ;

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée le 13 mars 2024 auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques par Madame PEREIRA Diana en qualité de dirigeante pour l'organisme **EXIGENCE SOLUTIONS** dont l'établissement principal est situé 18 rue Francis Jammes – 64240 HASPARREN et enregistré sous le **N°SAP984904813** pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :

- Garde d'enfants de plus de 3 ans à domicile,
- Entretien de la maison et travaux ménagers,
- Petits travaux de jardinage,
- Travaux de petit bricolage,
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé (repassage du linge exclu),
- Livraison de courses à domicile,
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires à domicile (hors présence de l'occupant du logement),
- Assistance informatique à domicile,
- Assistance administrative à domicile,
- Assistance aux personnes ayant besoin d'une aide temporaire à leur domicile (hors PA/PH et pathologies chroniques) (hors actes de soins relevant d'actes médicaux).

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L 7233-2 du Code du travail et L 241-10 du Code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R 7232-18 du Code du travail, soit le 13 mars 2024.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps. La déclaration a une portée nationale.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R 7232-20 à R 7232-22 du Code du travail.

Direction de l'Emploi, du Travail et des Solidarités
du département des Pyrénées-Atlantiques
Cité Administrative – CS 67566 – 64080 PAU CEDEX
Travail et entreprises : 05 59 14 80 30
Solidarités et inclusion : 05 47 41 33 10
www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr - www.economie.gouv.fr

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il peut, à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 61 Boulevard Vincent Auriol, 75703 PARIS CEDEX 13.

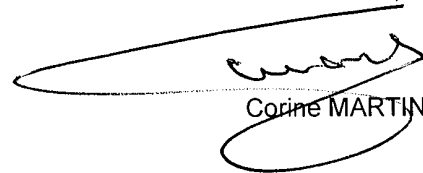
Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet <http://www.telerecours.fr/>

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à Pau, le 02 juillet 2025

P/ le Préfet des Pyrénées-Atlantiques
et par subdélégation,
La Responsable du service Accompagnement
des Entreprises en Développement et des
Salariés,


Corine MARTINEZ

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail
et des Solidarités

64-2025-07-03-00002

FAVIERE Vanessa Récépissé de déclaration
initiale pour les services à la personne

LE PREFET DES PYRENEES-ATLANTIQUES

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne

enregistré sous le N° SAP919971499

Vu le Code du travail et notamment les articles L 7231-1 à L 7233-2, R 7232-16 à R 7232-22, D 7231-1, et D 7233-1 à D 7233-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 64-2024-11-25-00015 du 25 novembre 2024 de M. Jean-Marie GIRIER, Préfet des Pyrénées-Atlantiques donnant délégation de signature à MME. VIAL Hélène, Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques ;

Vu l'arrêté n° 64-2024-11-25-00046 du 25 novembre 2024 portant subdélégation de signature de Mme Hélène VIAL, Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités des Pyrénées-Atlantiques en faveur des personnels de sa direction ;

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée le 24 novembre 2024 auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques par Madame FAVIERE Vanessa en qualité de dirigeante pour l'organisme **FAVIERE VANESSA CLEMENTINE** dont l'établissement principal est situé 60 rue du Lacaou – Maison 30 – 64140 BILLERE et enregistré sous le **N°SAP919971499** pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :

- Entretien de la maison et travaux ménagers

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L 7233-2 du Code du travail et L 241-10 du Code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R 7232-18 du Code du travail, soit le 24 novembre 2024.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps. La déclaration a une portée nationale.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R 7232-20 à R 7232-22 du Code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il peut, à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 61 Boulevard Vincent Auriol, 75703 PARIS CEDEX 13.

Direction de l'Emploi, du Travail et des Solidarités
du département des Pyrénées-Atlantiques
Cité Administrative – CS 67566 – 64080 PAU CEDEX
Travail et entreprises : 05 59 14 80 30
Solidarités et inclusion : 05 47 41 33 10
www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr - www.economie.gouv.fr

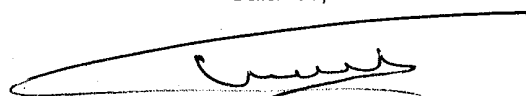
Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet <http://www.telerecours.fr/>

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à Pau, le 03 juillet 2025

P/ le Préfet des Pyrénées-Atlantiques
et par subdélégation,
La Responsable du service Accompagnement
des Entreprises en Développement et des
Salariés,


Corine MARTINEZ

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail
et des Solidarités

64-2025-06-24-00004

FERRIER Paul Récépissé de déclaration initiale
pour les services à la personne

LE PREFET DES PYRENEES-ATLANTIQUES

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne

enregistré sous le N° SAP941299646

Vu le Code du travail et notamment les articles L 7231-1 à L 7233-2, R 7232-16 à R 7232-22, D 7231-1, et D 7233-1 à D 7233-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 64-2024-11-25-00015 du 25 novembre 2024 de M. Jean-Marie GIRIER, Préfet des Pyrénées-Atlantiques donnant délégation de signature à MME. VIAL Hélène, Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques ;

Vu l'arrêté n° 64-2024-11-25-00046 du 25 novembre 2024 portant subdélégation de signature de Mme Hélène VIAL, Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités des Pyrénées-Atlantiques en faveur des personnels de sa direction ;

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques

Constata :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée le 08 mars 2025 auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques par Monsieur FERRIER Paul en qualité de dirigeant pour l'organisme **FERRIER PAUL** dont l'établissement principal est situé 21 avenue de la République – 64200 BIARRITZ et enregistré sous le N°SAP941299646 pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :

- Petits travaux de jardinage
- Travaux de petit bricolage
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires à domicile (hors présence de l'occupant du logement)

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L 7233-2 du Code du travail et L 241-10 du Code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R 7232-18 du Code du travail, soit le 08 mars 2025.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps. La déclaration a une portée nationale.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R 7232-20 à R 7232-22 du Code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il peut, à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 61 Boulevard Vincent Auriol, 75703 PARIS CEDEX 13.

Direction de l'Emploi, du Travail et des Solidarités
du département des Pyrénées-Atlantiques
Cité Administrative – CS 67566 – 64080 PAU CEDEX
Travail et entreprises : 05 59 14 80 30
Solidarités et inclusion : 05 47 41 33 10
www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr - www.economie.gouv.fr

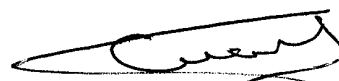
Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet <http://www.telerecours.fr/>

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à Pau, le 24 juin 2025

P/ le Préfet des Pyrénées-Atlantiques
et par subdélégation,
La Responsable du service Accompagnement
des Entreprises en Développement et des
Salariés,


Corine MARTINEZ

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail
et des Solidarités

64-2025-06-20-00005

MAILFAIT Julien Récépissé de déclaration initiale
pour les services à la personne

LE PREFET DES PYRENEES-ATLANTIQUES
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP981476088

Vu le Code du travail et notamment les articles L 7231-1 à L 7233-2, R 7232-16 à R 7232-22, D 7231-1, et D 7233-1 à D 7233-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 64-2024-11-25-00015 du 25 novembre 2024 de M. Jean-Marie GIRIER, Préfet des Pyrénées-Atlantiques donnant délégation de signature à MME. VIAL Hélène, Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques ;

Vu l'arrêté n° 64-2024-11-25-00046 du 25 novembre 2024 portant subdélégation de signature de Mme Hélène VIAL, Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités des Pyrénées-Atlantiques en faveur des personnels de sa direction ;

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée le 23 septembre 2024 auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques par Monsieur MAILFAIT Julien en qualité de dirigeant pour l'organisme **MAILFAIT JULIEN DAVID** dont l'établissement principal est situé 1 impasse de la Houn de Louis – 64270 ESCOS et enregistré sous le **N°SAP981476088** pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :

- Petits travaux de jardinage
- Travaux de petit bricolage

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L 7233-2 du Code du travail et L 241-10 du Code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R 7232-18 du Code du travail, soit le 23 septembre 2024.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps. La déclaration a une portée nationale.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R 7232-20 à R 7232-22 du Code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il peut, à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 61 Boulevard Vincent Auriol, 75703 PARIS CEDEX 13.

Direction de l'Emploi, du Travail et des Solidarités
du département des Pyrénées-Atlantiques
Cité Administrative – CS 67566 – 64080 PAU CEDEX
Travail et entreprises : 05 59 14 80 30
Solidarités et inclusion : 05 47 41 33 10
www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr - www.economie.gouv.fr



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté

Egalité

Fraternité

Direction départementale de l'emploi, du travail
et des solidarités

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet <http://www.telerecours.fr/>

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à Pau, le 20 juin 2025

P/ le Préfet des Pyrénées-Atlantiques
et par subdélégation,
La Responsable du service Accompagnement
des Entreprises en Développement et des
Salariés,

Corine MARTINEZ

Direction de l'Emploi, du Travail et des Solidarités
du département des Pyrénées-Atlantiques
Cité Administrative – CS 67566 – 64080 PAU CEDEX
Travail et entreprises : 05 59 14 80 30
Solidarités et inclusion : 05 47 41 33 10
www.pyrenees-atlantiques.nouv.fr - www.economie.nouv.fr

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail
et des Solidarités

64-2025-06-25-00004

MYARA Frédéric Récépissé de déclaration initiale
pour les services à la personne

LE PREFET DES PYRENEES-ATLANTIQUES

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne

enregistré sous le N° SAP943129858

Vu le Code du travail et notamment les articles L 7231-1 à L 7233-2, R 7232-16 à R 7232-22, D 7231-1, et D 7233-1 à D 7233-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 64-2024-11-25-00015 du 25 novembre 2024 de M. Jean-Marie GIRIER, Préfet des Pyrénées-Atlantiques donnant délégation de signature à MME. VIAL Hélène, Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques ;

Vu l'arrêté n° 64-2024-11-25-00046 du 25 novembre 2024 portant subdélégation de signature de Mme Hélène VIAL, Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités des Pyrénées-Atlantiques en faveur des personnels de sa direction ;

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée le 10 avril 2025 auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques par Monsieur MYARA Frédéric en qualité de dirigeant pour l'organisme **MYARA FREDERIC** dont l'établissement principal est situé 2 place des Basques – 64100 BAYONNE et enregistré sous le N°SAP943129858 pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :

- Soutien scolaire ou cours à domicile,
- Entretien de la maison et travaux ménagers,
- Petits travaux de jardinage,
- Travaux de petit bricolage,
- Préparation de repas à domicile (inclus le temps passé aux courses),
- Livraison de courses à domicile,
- Assistance informatique à domicile,
- Assistance administrative à domicile,
- Soins et promenade(s) d'animaux pour personnes dépendantes,
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes en cas d'invalidité temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques),
- Accompagnement des personnes présentant une invalidité temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques) pour promenades, aide à la mobilité et transport, actes de la vie courante,
- Assistance aux personnes ayant besoin d'une aide temporaire à leur domicile (hors PA/PH et pathologies chroniques) (hors actes de soins relevant d'actes médicaux).

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L 7233-2 du Code du travail et L 241-10 du Code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du 15 avril 2025, date de création et d'immatriculation de l'établissement principal auprès des services de l'INSEE / INPI.

Direction de l'Emploi, du Travail et des Solidarités
du département des Pyrénées-Atlantiques
Cité Administrative – CS 67566 – 64080 PAU CEDEX
Travail et entreprises : 05 59 14 80 30
Solidarités et inclusion : 05 47 41 33 10
www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr - www.economie.gouv.fr

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps. La déclaration a une portée nationale.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R 7232-20 à R 7232-22 du Code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il peut, à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 61 Boulevard Vincent Auriol, 75703 PARIS CEDEX 13.

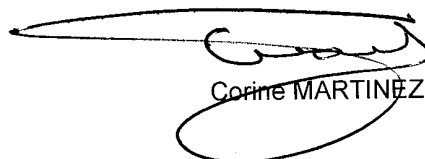
Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérécourse citoyen » accessible sur le site internet <http://www.telerecours.fr/>

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à Pau, le 25 juin 2025

P/ le Préfet des Pyrénées-Atlantiques
et par subdélégation,
La Responsable du service Accompagnement
des Entreprises en Développement et des
Salariés,


Corine MARTINEZ

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail
et des Solidarités

64-2025-07-02-00005

OYHARCABAL Amandine Récépissé de
déclaration initiale pour les services à la
personne

LE PREFET DES PYRENEES-ATLANTIQUES
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP929266633

Vu le Code du travail et notamment les articles L 7231-1 à L 7233-2, R 7232-16 à R 7232-22, D 7231-1, et D 7233-1 à D 7233-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 64-2024-11-25-00015 du 25 novembre 2024 de M. Jean-Marie GIRIER, Préfet des Pyrénées-Atlantiques donnant délégation de signature à MME. VIAL Hélène, Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques ;

Vu l'arrêté n° 64-2024-11-25-00046 du 25 novembre 2024 portant subdélégation de signature de Mme Hélène VIAL, Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités des Pyrénées-Atlantiques en faveur des personnels de sa direction ;

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée le 30 mai 2024 auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques par Madame OYHARCABAL Amandine en qualité de dirigeante pour l'organisme **OYHARCABAL AMANDINE** dont l'établissement principal est situé 140 Impasse Kurutchelhar – Quartier Athoro – 64560 SAINTE-ENGRÂCE et enregistré sous le **N°SAP929266633** pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :

- Entretien de la maison et travaux ménagers

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L 7233-2 du Code du travail et L 241-10 du Code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du 30 juin 2024, date de création et d'immatriculation de l'établissement principal auprès des services de l'INSEE/INPI.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps. La déclaration a une portée nationale.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R 7232-20 à R 7232-22 du Code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il peut, à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 61 Boulevard Vincent Auriol, 75703 PARIS CEDEX 13.

Direction de l'Emploi, du Travail et des Solidarités
du département des Pyrénées-Atlantiques
Cité Administrative – CS 67566 – 64080 PAU CEDEX
Travail et entreprises : 05 59 14 80 30
Solidarités et inclusion : 05 47 41 33 10
www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr - www.economie.gouv.fr

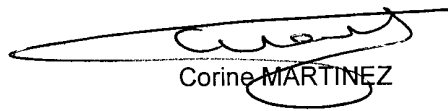
Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet <http://www.telerecours.fr/>

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à Pau, le 02 juillet 2025

P/ le Préfet des Pyrénées-Atlantiques
et par subdélégation,
La Responsable du service Accompagnement
des Entreprises en Développement et des
Salariés,


Corine MARTINEZ

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail
et des Solidarités

64-2025-07-03-00003

PARADIS CAMI Sabrina Récépissé de déclaration
initiale pour les services à la personne

LE PREFET DES PYRENEES-ATLANTIQUES

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne

enregistré sous le N° SAP920563749

Vu le Code du travail et notamment les articles L 7231-1 à L 7233-2, R 7232-16 à R 7232-22, D 7231-1, et D 7233-1 à D 7233-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 64-2024-11-25-00015 du 25 novembre 2024 de M. Jean-Marie GIRIER, Préfet des Pyrénées-Atlantiques donnant délégation de signature à MME. VIAL Hélène, Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques ;

Vu l'arrêté n° 64-2024-11-25-00046 du 25 novembre 2024 portant subdélégation de signature de Mme Hélène VIAL, Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités des Pyrénées-Atlantiques en faveur des personnels de sa direction ;

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée le 11 août 2024 auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques par Madame PARADIS CAMI Sabrina en qualité de dirigeante pour l'organisme **PARADIS CAMI SABRINA** dont l'établissement principal est situé 153 chemin des Chênes – Résidence Xanpun – Appt 10 – 64210 AHETZE et enregistré sous le **N°SAP920563749** pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :

- Garde d'enfants de plus de 3 ans à domicile,
- Entretien de la maison et travaux ménagers,
- Préparation de repas à domicile (inclus le temps passé aux courses),
- Livraison de repas à domicile,
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé (repassage du linge exclu),
- Livraison de courses à domicile.

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L 7233-2 du Code du travail et L 241-10 du Code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R 7232-18 du Code du travail, soit le 11 août 2024.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps. La déclaration a une portée nationale.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R 7232-20 à R 7232-22 du Code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il peut, à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 61 Boulevard Vincent Auriol, 75703 PARIS CEDEX 13.

Direction de l'Emploi, du Travail et des Solidarités
du département des Pyrénées-Atlantiques
Cité Administrative – CS 67566 – 64080 PAU CEDEX
Travail et entreprises : 05 59 14 80 30
Solidarités et inclusion : 05 47 41 33 10
www.pyrenees-atlantiques.nouv.fr - www.economie.nouv.fr

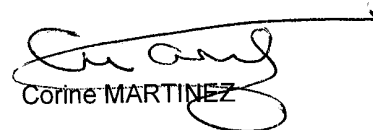
Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet <http://www.telerecours.fr/>

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à Pau, le 03 juillet 2025

P/ le Préfet des Pyrénées-Atlantiques
et par subdélégation,
La Responsable du service Accompagnement
des Entreprises en Développement et des
Salariés,



Corine MARTINEZ

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail
et des Solidarités

64-2025-06-27-00005

RAMIREZ TAMAYO Tatiana Récépissé de
déclaration initiale pour les services à la
personne

LE PREFET DES PYRENEES-ATLANTIQUES
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP888824695

Vu le Code du travail et notamment les articles L 7231-1 à L 7233-2, R 7232-16 à R 7232-22, D 7231-1, et D 7233-1 à D 7233-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 64-2024-11-25-00015 du 25 novembre 2024 de M. Jean-Marie GIRIER, Préfet des Pyrénées-Atlantiques donnant délégation de signature à MME. VIAL Hélène, Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques ;

Vu l'arrêté n° 64-2024-11-25-00046 du 25 novembre 2024 portant subdélégation de signature de Mme Hélène VIAL, Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités des Pyrénées-Atlantiques en faveur des personnels de sa direction ;

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée le 16 septembre 2024 auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques par Madame RAMIREZ TAMAYO Tatiana en qualité de dirigeante pour l'organisme **RAMIREZ TAMAYO TATIANA** dont l'établissement principal est situé 1 allée Hilloutine – 64600 ANGLET et enregistré sous le **N°SAP888824695** pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :

- Soutien scolaire ou cours à domicile

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L 7233-2 du Code du travail et L 241-10 du Code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du 10 mai 2025, date de début d'activité exclusive pour les services à la personne.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps. La déclaration a une portée nationale.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R 7232-20 à R 7232-22 du Code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il peut, à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 61 Boulevard Vincent Auriol, 75703 PARIS CEDEX 13.

Direction de l'Emploi, du Travail et des Solidarités
du département des Pyrénées-Atlantiques
Cité Administrative – CS 67566 – 64080 PAU CEDEX
Travail et entreprises : 05 59 14 80 30
Solidarités et inclusion : 05 47 41 33 10
www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr - www.economie.gouv.fr

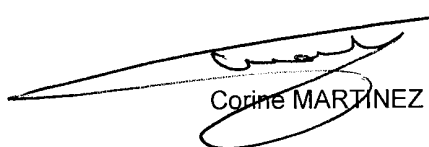
Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet <http://www.telerecours.fr/>

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à Pau, le 27 juin 2025

P/ le Préfet des Pyrénées-Atlantiques
et par subdélégation,
La Responsable du service Accompagnement
des Entreprises en Développement et des
Salariés,


Corine MARTINEZ

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail
et des Solidarités

64-2025-06-27-00006

TEYSSIER Lucie Récépissé de déclaration initiale
pour les services à la personne

LE PREFET DES PYRENEES-ATLANTIQUES
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP930002506

Vu le Code du travail et notamment les articles L 7231-1 à L 7233-2, R 7232-16 à R 7232-22, D 7231-1, et D 7233-1 à D 7233-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 64-2024-11-25-00015 du 25 novembre 2024 de M. Jean-Marie GIRIER, Préfet des Pyrénées-Atlantiques donnant délégation de signature à MME. VIAL Hélène, Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques ;

Vu l'arrêté n° 64-2024-11-25-00046 du 25 novembre 2024 portant subdélégation de signature de Mme Hélène VIAL, Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités des Pyrénées-Atlantiques en faveur des personnels de sa direction ;

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée le 11 avril 2025 auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques par Madame TEYSSIER Lucie en qualité de dirigeante pour l'organisme **TEYSSIER LUCIE** dont l'établissement principal est situé 2493 chemin de Halage – 64520 SAMES et enregistré sous le **N°SAP930002506** pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :

- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Préparation de repas à domicile

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L 7233-2 du Code du travail et L 241-10 du Code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du 14 avril 2025, date de début d'activité exclusive pour les services à la personne.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps. La déclaration a une portée nationale.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R 7232-20 à R 7232-22 du Code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il peut, à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 61 Boulevard Vincent Auriol, 75703 PARIS CEDEX 13.

Direction de l'Emploi, du Travail et des Solidarités
du département des Pyrénées-Atlantiques
Cité Administrative – CS 67566 – 64080 PAU CEDEX
Travail et entreprises : 05 59 14 80 30
Solidarités et inclusion : 05 47 41 33 10
www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr - www.economie.gouv.fr

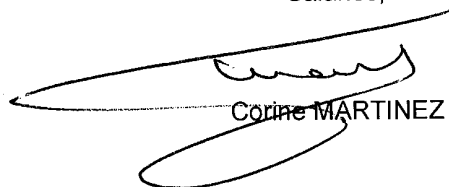
Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet <http://www.telerecours.fr/>

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à Pau, le 27 juin 2025

P/ le Préfet des Pyrénées-Atlantiques
et par subdélégation,
La Responsable du service Accompagnement
des Entreprises en Développement et des
Salariés,


Corine MARTINEZ

Direction Départementale des Territoires et de
la Mer des Pyrénées-Atlantiques

64-2025-07-04-00005

Arrêté réglementant les prélèvements dans
l'Ousse



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer
Service Eau**

**Arrêté n°
réglementant les prélèvements dans l'Ousse**

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, notamment son article L. 211-3 et ses articles R. 211-66 à R. 211-70 ;

VU le décret du 5 juillet 2024 portant nomination de M. Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, sous-préfet de Pau ;

VU le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie GIRIER préfet des Pyrénées-Atlantiques ;

VU l'arrêté préfectoral n° 64-2024-11-25-00011 du 25 novembre 2024 donnant délégation de signature à M. Fabien MENU directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques ;

VU l'arrêté préfectoral n° 64-2024-12-05-00001 du 5 décembre 2024 donnant délégation de signature à M. Samuel GESRET, secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour Garonne 2022-2027, approuvé le 10 mars 2022 par le préfet coordonnateur de bassin ;

VU le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Adour Garonne 2022-2027, approuvé le 10 mars 2022 par le préfet coordonnateur de bassin ;

VU l'arrêté cadre interdépartemental n° 64-2024-07-09-00005 du 09 juillet 2024, de gestion de l'eau en période de sécheresse Gaves et Côtiers basques ;

VU l'arrêté préfectoral n° 64-2025-05-22-00011 du 22 mai 2025 portant autorisation temporaire de prélèvement d'eau à usage agricole pour la campagne d'irrigation 2025-2026 hors zone de répartition des eaux ;

CONSIDÉRANT la baisse générale des débits de l'Ousse et la nécessité de maintenir un débit minimal pour la salubrité publique et la protection du patrimoine piscicole ;

CONSIDÉRANT l'atteinte du seuil d'alerte/alerte renforcée de l'arrêté cadre interdépartemental susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

ARRÊTE

Article premier : Prélèvements agricoles

Les mesures de restriction suivantes s'appliquent aux prélèvements à usage agricole sur l'Ousse, ses affluents et sa nappe d'accompagnement à compter du vendredi 04 juillet 2025, 18 h 00 jusqu'au vendredi 31 octobre 2025, 18 h 00 :

1/2

Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques
Cité Administrative – Boulevard Tourasse- CS 57577 – 64032 PAU CEDEX
Tél. (standard) : 05 59 80 86 00 - www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr

- réduction de 50 % du débit avec mise en place de tours d'eau
- cas particuliers
 - maraîchage et horticulture : pas de restriction
 - arboriculture disposant de systèmes d'irrigation localisée (goutte à goutte, micro-aspiration): autorisation de 20h à 8h

Article 2 : Prélèvement en milieu naturel hors irrigation

Les mesures de restriction correspondant au niveau « alerte ou alerte renforcée » présentées en annexe 1 s'appliquent aux prélèvements naturels hors irrigation (cours d'eau, affluents et nappe d'accompagnement) sur l'Ousse, ses affluents et sa nappe d'accompagnement à compter du vendredi 04 juillet 2025, 18 h 00 jusqu'au vendredi 31 octobre 2025, 18 h 00 :

Article 3 : Publication

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs des services de l'État, ainsi que le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques, et affiché dans les mairies concernées pendant un (1) mois.

Article 4 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication de celui-ci sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques, d'un recours gracieux auprès du Préfet et/ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Pau.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires et de la mer, le colonel, commandant du groupement de gendarmerie des Pyrénées-Atlantiques, le directeur régional de l'office français de la biodiversité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Un exemplaire du présent arrêté est transmis au président de la chambre d'agriculture, au président du groupement des irrigants, au président de la fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique, au responsable du service agriculture de la direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques, ainsi qu'aux mairies des communes d'Artigueloutan, Assat, Barzun, Bénéjacq, Bizanos, Boeil-Bezing, Espoey, Gomer, Hours, Idron, Labatmale, Lée, Livron, Lucgarier, Meillon, Nousty, Ousse, Pau, Pontacq, Saint-Vincent et de Soumoulou.

Pau, le 4 juillet 2025

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le directeur départemental
des territoires et de la mer

Direction Départementale des Territoires et de
la Mer des Pyrénées-Atlantiques

64-2025-07-04-00001

Arrêté réglementant les prélèvements dans la
Baïse



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer
Service Eau**

**Arrêté n°
réglementant les prélèvements dans la Baïse**

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, notamment son article L. 211-3 et ses articles R. 211-66 à R. 211-70 ;

VU le décret du 5 juillet 2024 portant nomination de M. Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, sous-préfet de Pau ;

VU le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie GIRIER préfet des Pyrénées-Atlantiques ;

VU l'arrêté préfectoral n° 64-2024-11-25-00011 du 25 novembre 2024 donnant délégation de signature à M. Fabien MENU directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques ;

VU l'arrêté préfectoral n° 64-2024-12-05-00001 du 5 décembre 2024 donnant délégation de signature à M. Samuel GESRET, secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour Garonne 2022-2027, approuvé le 10 mars 2022 par le préfet coordonnateur de bassin ;

VU le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Adour Garonne 2022-2027, approuvé le 10 mars 2022 par le préfet coordonnateur de bassin ;

VU l'arrêté cadre interdépartemental n° 64-2024-07-09-00005 du 09 juillet 2024, de gestion de l'eau en période de sécheresse Gaves et Côtiers basques ;

VU l'arrêté préfectoral n° 64-2025-05-22-00011 du 22 mai 2025 portant autorisation temporaire de prélèvement d'eau à usage agricole pour la campagne d'irrigation 2025-2026 hors zone de répartition des eaux ;

CONSIDÉRANT la baisse générale des débits de la Baïse et la nécessité de maintenir un débit minimal pour la salubrité publique et la protection du patrimoine piscicole ;

CONSIDÉRANT l'atteinte du seuil d'alerte de l'arrêté cadre interdépartemental susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

ARRÊTE

Article premier : Prélèvements agricoles

Les mesures de restriction suivantes s'appliquent aux prélèvements à usage agricole sur la Baïse, ses affluents et sa nappe d'accompagnement à compter du vendredi 4 juillet 2025, 18 h 00 jusqu'au vendredi 31 octobre 2025, 18 h 00 :

1/2

Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques
Cité Administrative – Boulevard Tourasse- CS 57577 – 64032 PAU CEDEX
Tél. (standard) : 05 59 80 86 00 - www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr

- réduction de 30 % du débit avec mise en place de tours d'eau
- pas de restriction concernant :
 - le maraîchage et l'horticulture
 - l'arboriculture disposant de systèmes d'irrigation localisée (goutte à goutte, micro-aspiration).

Article 2 : Prélèvement en milieu naturel hors irrigation

Les mesures de restriction correspondant au niveau « alerte ou alerte renforcée » présentées en annexe 1 s'appliquent aux prélèvements naturels hors irrigation (cours d'eau, affluents et nappe d'accompagnement) sur la Baïse, ses affluents et sa nappe d'accompagnement à compter du vendredi 4 juillet 2025, 18 h 00 jusqu'au vendredi 31 octobre 2025, 18 h 00.

Article 3 : Publication

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs des services de l'État, ainsi que le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques, et affiché dans les mairies concernées pendant un (1) mois.

Article 4 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication de celui-ci sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques, d'un recours gracieux auprès du Préfet et/ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Pau.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires et de la mer, le colonel, commandant du groupement de gendarmerie des Pyrénées-Atlantiques, le directeur régional de l'office français de la biodiversité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Un exemplaire du présent arrêté est transmis au président de la chambre d'agriculture, au président du groupement des irrigants, au président de la fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique, au responsable du service agriculture de la direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques, ainsi qu'aux mairies des communes de Abidos, Abos, Arbus, Aubertin, Cuqueron, Estialescq, Gan, Lacommande, Lahourcade, Lasseube, Lasseubetat, Monein, Mourenx, Noguères, Ogeu-les-Bains, Os-Marsillon, Parbayse, Pardies et de Tarsacq.

Pau, le 4 juillet 2025

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le directeur départemental
des territoires et de la mer

Direction Départementale des Territoires et de
la Mer des Pyrénées-Atlantiques

64-2025-07-04-00002

Arrêté réglementant les prélèvements dans la
Joyeuse



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer
Service Eau**

**Arrêté n°
réglementant les prélèvements dans la Joyeuse**

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, notamment son article L. 211-3 et ses articles R. 211-66 à R. 211-70 ;

VU le décret du 5 juillet 2024 portant nomination de M. Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, sous-préfet de Pau ;

VU le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie GIRIER préfet des Pyrénées-Atlantiques ;

VU l'arrêté préfectoral n° 64-2024-11-25-00011 du 25 novembre 2024 donnant délégation de signature à M. Fabien MENU directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques ;

VU l'arrêté préfectoral n° 64-2024-12-05-00001 du 5 décembre 2024 donnant délégation de signature à M. Samuel GESRET, secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour Garonne 2022-2027, approuvé le 10 mars 2022 par le préfet coordonnateur de bassin ;

VU le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Adour Garonne 2022-2027, approuvé le 10 mars 2022 par le préfet coordonnateur de bassin ;

VU l'arrêté cadre interdépartemental n° 64-2024-07-09-00005 du 09 juillet 2024, de gestion de l'eau en période de sécheresse Gaves et Côtiers basques ;

VU l'arrêté préfectoral n° 64-2025-05-22-00011 du 22 mai 2025 portant autorisation temporaire de prélèvement d'eau à usage agricole pour la campagne d'irrigation 2025-2026 hors zone de répartition des eaux ;

CONSIDÉRANT la baisse générale des débits de la Joyeuse et la nécessité de maintenir un débit minimal pour la salubrité publique et la protection du patrimoine piscicole ;

CONSIDÉRANT l'atteinte du seuil d'alerte de l'arrêté cadre interdépartemental susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

ARRÊTE

Article premier : Prélèvements agricoles

Les mesures de restriction suivantes s'appliquent aux prélèvements à usage agricole sur la Joyeuse, ses affluents et sa nappe d'accompagnement à compter du vendredi 4 juillet, 18 h 00 jusqu'au vendredi 31 octobre 2025, 18 h 00 :

1/2

Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques
Cité Administrative – Boulevard Tourasse- CS 57577 – 64032 PAU CEDEX
Tél. (standard) : 05 59 80 86 00 - www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr

- réduction de 30 % du débit avec mise en place de tours d'eau
- pas de restriction concernant :
 - le maraîchage et l'horticulture
 - l'arboriculture disposant de systèmes d'irrigation localisée (goutte à goutte, micro-aspiration).

Article 2 : Prélèvement en milieu naturel hors irrigation

Les mesures de restriction correspondant au niveau « alerte ou alerte renforcée » présentées en annexe 1 s'appliquent aux prélèvements naturels hors irrigation (cours d'eau, affluents et nappe d'accompagnement) sur la Joyeuse, ses affluents et sa nappe d'accompagnement à compter du vendredi 4 juillet, 18 h 00 jusqu'au vendredi 31 octobre 2025, 18 h 00 :

Article 3 : Publication

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs des services de l'État, ainsi que le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques, et affiché dans les mairies concernées pendant un (1) mois.

Article 4 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication de celui-ci sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques, d'un recours gracieux auprès du Préfet et/ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Pau.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires et de la mer, le colonel, commandant du groupement de gendarmerie des Pyrénées-Atlantiques, le directeur régional de l'office français de la biodiversité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Un exemplaire du présent arrêté est transmis au président de la chambre d'agriculture, au président du groupement des irrigants, au président de la fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique, au responsable du service agriculture de la direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques, ainsi qu'aux mairies des communes de Aïcirits-Camou-Suhast, Amendeuix-Oneix, Armendarits, Beyrie-sur-Joyeuse, Garris, Iholdy, Lantabat, Luxe-Sumberraute, Orsanco et Saint-Palais.

Pau, le 4 juillet 2025

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le directeur départemental
des territoires et de la mer

Direction Départementale des Territoires et de
la Mer des Pyrénées-Atlantiques

64-2025-07-04-00004

Arrêté réglementant les prélèvements dans le
Lausset



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer
Service Eau**

**Arrêté n°
réglementant les prélèvements dans le Lausset**

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, notamment son article L. 211-3 et ses articles R. 211-66 à R. 211-70 ;

VU le décret du 5 juillet 2024 portant nomination de M. Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, sous-préfet de Pau ;

VU le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie GIRIER préfet des Pyrénées-Atlantiques ;

VU l'arrêté préfectoral n° 64-2024-11-25-00011 du 25 novembre 2024 donnant délégation de signature à M. Fabien MENU directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques ;

VU l'arrêté préfectoral n° 64-2024-12-05-00001 du 5 décembre 2024 donnant délégation de signature à M. Samuel GESRET, secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour Garonne 2022-2027, approuvé le 10 mars 2022 par le préfet coordonnateur de bassin ;

VU le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Adour Garonne 2022-2027, approuvé le 10 mars 2022 par le préfet coordonnateur de bassin ;

VU l'arrêté cadre interdépartemental n° 64-2024-07-09-00005 du 09 juillet 2024, de gestion de l'eau en période de sécheresse Gaves et Côtiers basques ;

VU l'arrêté préfectoral n° 64-2025-05-22-00011 du 22 mai 2025 portant autorisation temporaire de prélèvement d'eau à usage agricole pour la campagne d'irrigation 2025-2026 hors zone de répartition des eaux ;

CONSIDÉRANT la baisse générale des débits du Lausset et la nécessité de maintenir un débit minimal pour la salubrité publique et la protection du patrimoine piscicole ;

CONSIDÉRANT l'atteinte du seuil d'alerte de l'arrêté cadre interdépartemental susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

ARRÊTE

Article premier : Prélèvements agricoles

Les mesures de restriction suivantes s'appliquent aux prélèvements à usage agricole sur le Lausset, ses affluents et sa nappe d'accompagnement à compter du vendredi 4 juillet 2025, 18 h 00 jusqu'au vendredi 31 octobre 2025, 18 h 00 :

1/2

Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques
Cité Administrative – Boulevard Tourasse- CS 57577 – 64032 PAU CEDEX
Tél. (standard) : 05 59 80 86 00 - www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr

- réduction de 30 % du débit avec mise en place de tours d'eau
- pas de restriction concernant :
 - le maraîchage et l'horticulture
 - l'arboriculture disposant de systèmes d'irrigation localisée (goutte à goutte, micro-aspiration).

Article 2 : Prélèvement en milieu naturel hors irrigation

Les mesures de restriction correspondant au niveau « alerte ou alerte renforcée » présentées en annexe 1 s'appliquent aux prélèvements naturels hors irrigation (cours d'eau, affluents et nappe d'accompagnement) sur le Lausset, ses affluents et sa nappe d'accompagnement à compter du vendredi 4 juillet 2025, 18 h 00 jusqu'au vendredi 31 octobre 2025, 18 h 00.

Article 3 : Publication

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs des services de l'État, ainsi que le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques, et affiché dans les mairies concernées pendant un (1) mois.

Article 4 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication de celui-ci sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques, d'un recours gracieux auprès du Préfet et/ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Pau.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires et de la mer, le colonel, commandant du groupement de gendarmerie des Pyrénées-Atlantiques, le directeur régional de l'office français de la biodiversité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Un exemplaire du présent arrêté est transmis au président de la chambre d'agriculture, au président du groupement des irrigants, au président de la fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique, au responsable du service agriculture de la direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques, ainsi qu'aux mairies des communes de Angous, Araujuzon, Araux, Aren, Barcus, Castetnau-Camblong, Chéraute, Dognen, Geüs-d'Oloron, Gotein-Libarrenx, Gurs, L'Hôpital-Saint-Blaise, Mauléon-Licharre, Menditte, Moncayolle-Larrory-Mendibieu, Préchacq-Josbaig, Roquiague, Saint-Goin, Sauguis-Saint-Étienne, Sus, Susmiou et de Viellenave-de-Navarrenx.

Pau, le 4 juillet 2025

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le directeur départemental
des territoires et de la mer

Direction Départementale des Territoires et de
la Mer des Pyrénées-Atlantiques

64-2025-06-25-00005

Arrêté préfectoral portant dérogation aux
arrêtés permanents sur les réglementations de la
circulation sous chantier de l'autoroute A64 "La
Pyrénéenne" - Pour réaliser des travaux de
remplacement des dispositifs de retenue de
l'ouvrage PI 719 des restrictions de circulations
seront mises en place du 30 juin au 10 octobre
2025 dans les deux sens de circulation.



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer
Pilotage, affaires juridiques et sécurité routière**

**Arrêté préfectoral
portant dérogation aux arrêtés permanents sur les réglementations de la circulation
sous chantier de l'autoroute A64 « La Pyrénéenne »**

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

VU le Code de la Route,

VU la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU l'Instruction ministérielle sur la signalisation routière (livre I-8e partie signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel en date du 06 novembre 1992,

VU la note technique du 16 avril 2016 relative à la coordination des chantiers sur le réseau national,

VU l'arrêté inter préfectoral n°64-2022-07-08-00003 en date du 8 juillet 2022 portant réglementation de police sur l'autoroute A64 La Pyrénéenne,

VU l'arrêté préfectoral n°64-2024-06-18-00003 du 18 juin 2024 portant réglementation permanente de la circulation sous chantiers de l'autoroute A64 « La Pyrénéenne »,

VU le décret du 6 novembre 2024 nommant Jean-Marie Girier, préfet des Pyrénées-Atlantiques,

VU l'arrêté préfectoral n° 64-2024-11-2500011 du 25 novembre 2024 portant délégation de signature de M. le Préfet des Pyrénées-Atlantiques à M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Pyrénées-Atlantiques,

VU la décision n° 64-2024-11-2700003 du 27 novembre 2024 de subdélégation de signature hors fonction d'ordonnateur au sein de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer,

VU le dossier d'exploitation sous chantier (DESC) et la notice explicative présentés par la société des autoroutes du Sud de la France en date du 13 juin 2025,

VU l'avis de la sous direction de la gestion du réseau autoroutier concédé en date du 18 juin 2025,

VU l'avis de l'escadron départemental de sécurité routière des Pyrénées-Atlantiques en date du 18 juin 2025,

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de l'autoroute ainsi que celle des agents d'exploitation de la société Autoroutes du Sud de la France et des entreprises chargées de l'exécution des travaux,

Sur proposition du Directeur départemental des territoires et de la mer

ARRÊTE

Article 1 : Pour permettre à la société des Autoroutes du Sud de la France (ASF) de réaliser des travaux de remplacement des dispositifs de retenue de l'ouvrage PI 719 sur l'autoroute A64, des restrictions de circulation seront mises en place du lundi 30 juin au vendredi 10 octobre 2025.

Article 2 : Durant la période définie à l'article 1, les restrictions de circulation seront mises en œuvre comme suit :

- Du lundi 30 juin 2025 à 8h au mardi 1 juillet 2025 à 7h :

- Neutralisation de la voie de gauche du PR68+400 au PR72+400 en sens 1 (Bayonne/Toulouse),
- Neutralisation de la voie de gauche du PR74+400 au PR71+000 en sens 2 (Toulouse/Bayonne).

- Du mardi 1 juillet 2025 à 7h au jeudi 3 juillet 2025 à 7h :

- Basculement de la circulation du sens 1 (Bayonne/Toulouse) vers sens 2 (Toulouse/Bayonne) du PR71+200 au PR72+330,

- Du jeudi 3 juillet 2025 à 7h au vendredi 4 juillet 2025 à 17h :

- Basculement de la circulation du sens 2 (Toulouse/Bayonne) vers le sens 1 (Bayonne/Toulouse) du PR71+200 au PR72+330,

- Du lundi 6 octobre 2025 à 8h au mardi 7 octobre 2025 à 7h :

- Neutralisation de la voie de gauche du PR68+400 au PR72+400 dans le sens 1 (Bayonne/Toulouse),
- Neutralisation de la voie de gauche du PR74+400 au PR71+000 dans le sens 2 (Toulouse/Bayonne).

- Du mardi 7 octobre 2025 à 7h au jeudi 9 octobre 2025 à 7h :

- Basculement de la circulation du sens 1 (Bayonne/Toulouse) vers le sens 2 (Toulouse/Bayonne) du PR71+200 au PR72+330.

- Du jeudi 9 octobre 2025 à 7h au vendredi 10 octobre 2025 à 17h :

- Basculement de la circulation du sens 2 (Toulouse/Bayonne) vers le sens 1 (Bayonne/Toulouse) du PR71+200 au PR72+330.

Article 6 : La signalisation mise en place nécessite de déroger à l'arrêté portant réglementation permanente de la circulation sous chantier, en particulier :

- à l'article 4 « jours hors chantiers »,
- à l'article 5 « capacité »,
- à l'article 10 « inter-distances de chantier »,

Article 7 : la signalisation temporaire de chantier sera mise en place et entretenue par la société des ASF conformément à la réglementation en vigueur.

Les entreprises chargées de l'exécution des travaux prendront toutes les mesures de protection et de signalisation utiles, sous le contrôle des services de la société des ASF (district sud atlantique).

Article 8 : une information aux usagers sera mise en place à l'aide des panneaux à messages variables se trouvant avant les accès à l'autoroute et en section courante.

L'information sera également diffusée par voie de presse et par le biais de la radio autoroutière.

Article 9 : les modalités de restrictions de circulation décrites dans cet arrêté ne s'appliquent pas aux véhicules de la société des ASF ni aux véhicules des entreprises travaillant pour le compte de la société des ASF.

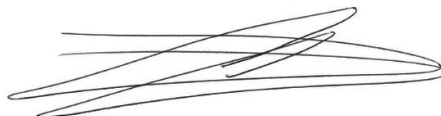
Article 10 : copie du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de Bayonne,
- Monsieur le commandant de l'escadron départemental de sécurité routière de la gendarmerie des Pyrénées-Atlantiques,
- Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie des Pyrénées-Atlantiques,
- Monsieur le commandant du peloton autoroutier des Pyrénées-Atlantiques,
- Monsieur le responsable du SAMU,
- Monsieur le directeur des services d'incendie et de secours des Pyrénées-Atlantiques,
- Monsieur le président du conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques,
- Madame la directrice régionale d'exploitation de la Société Autoroutes du Sud de la France,

qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution ou de l'archivage du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pau, le 25 juin 2025

Pour le Préfet des Pyrénées-Atlantiques,
et par subdélégation
Le responsable de l'unité sécurité routière et gestion de crise,
Adjoint à la cheffe du service pilotage,
affaires juridiques et sécurité routière



David DONNE

Direction Départementale des Territoires et de
la Mer des Pyrénées-Atlantiques

64-2025-06-19-00011

Arrêté préfectoral portant dérogation aux
arrêtés permanents sur les réglementations de la
circulation sous chantier de l'autoroute A64 "La
Pyrénéenne" - Pour réaliser des travaux de
remplacement des dispositifs de retenue de
l'ouvrage PI518, des restrictions de circulation
seront mises en place du 23 juin au 18 juillet 2025
dans les deux sens de circulation.



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer
Pilotage, affaires juridiques et sécurité routière**

**Arrêté préfectoral
portant dérogation aux arrêtés permanents sur les réglementations de la circulation
sous chantier de l'autoroute A64 « La Pyrénéenne »**

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

VU le Code de la Route,

VU la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU l'Instruction ministérielle sur la signalisation routière (livre I-8e partie signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel en date du 06 novembre 1992,

VU la note technique du 16 avril 2016 relative à la coordination des chantiers sur le réseau national,

VU l'arrêté inter préfectoral n°64-2022-07-08-00003 en date du 8 juillet 2022 portant réglementation de police sur l'autoroute A64 La Pyrénéenne,

VU l'arrêté préfectoral n°64-2024-06-18-00003 du 18 juin 2024 portant réglementation permanente de la circulation sous chantiers de l'autoroute A64 « La Pyrénéenne »,

VU le décret du 6 novembre 2024 nommant Jean-Marie Girier, préfet des Pyrénées-Atlantiques,

VU l'arrêté préfectoral n° 64-2024-11-2500011 du 25 novembre 2024 portant délégation de signature de M. le Préfet des Pyrénées-Atlantiques à M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Pyrénées-Atlantiques,

VU la décision n° 64-2024-11-2700003 du 27 novembre 2024 de subdélégation de signature hors fonction d'ordonnateur au sein de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer,

VU le dossier d'exploitation sous chantier (DESC) et la notice explicative présentés par la société des autoroutes du Sud de la France en date du 11 juin 2025,

VU l'avis de la sous direction de la gestion du réseau autoroutier concédé en date du 17 juin 2025,

VU l'avis de l'escadron départemental de sécurité routière des Pyrénées-Atlantiques en date du 19 juin 2025,

VU l'avis de la commune de Puyoo en date du 16 juin 2025,

VU l'avis de la commune de Belloc en date du 13 juin 2025,

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de l'autoroute ainsi que celle des agents d'exploitation de la société Autoroutes du Sud de la France et des entreprises chargées de l'exécution des travaux,

Sur proposition du Directeur départemental des territoires et de la mer

ARRÊTE

Article 1 : Pour permettre à la société des Autoroutes du Sud de la France (ASF) de réaliser des travaux de remplacement des dispositifs de retenue de l'ouvrage PI 518 sur l'autoroute A64, des restrictions de circulation seront mises en place du lundi 23 juin au vendredi 18 juillet 2025.

Article 2 : Durant la période définie à l'article 1, les restrictions de circulation seront mises en œuvre comme suit :

- Du lundi 23 juin 2025 à 8h au mardi 24 juin 2025 à 9h :

– Basculement de la circulation du sens 1 (Bayonne/Toulouse) vers le sens 2 (Toulouse/Bayonne) du PR 50+630 au PR 52+300

– Fermeture des bretelles d'entrée du diffuseur n°7 de Salies de Béarn dans les deux sens de circulation.

Les usagers circulant sur la RD430 et souhaitant entrer sur l'A64 au diffuseur n°7 de Salies en direction de Bayonne seront amenés à suivre la déviation par la D817, puis l'A641 pour retrouver l'A64 au diffuseur n°6 de Peyrehorade.

Les usagers circulant sur la RD430 et souhaitant entrer sur l'A64 au diffuseur n°7 de Salies en direction de Toulouse seront amenés à suivre la déviation par la D817, puis la RD9 pour retrouver l'A64 au diffuseur n°8 d'Orthez.

En cas d'intempéries ou problèmes techniques, des journées de secours sont prévues du mardi 24 juin au mercredi 25 juin 2025 aux mêmes horaires.

- Du mardi 24 juin 2025 à 9h au mardi 8 juillet 2025 à 9h :

– Neutralisation de la bande d'arrêt d'urgence (BAU) par des séparateurs modulaires de voies (SMV) dans le sens 1 (Bayonne/Toulouse) du PR 51+470 au PR 52+082,

– Voies de circulation réduites largeur minimale de 2.80m en voie de gauche et de 3.20m en voie de droite du PR 51+470 au PR 52+082,

– Limitation de vitesse à 90km/h et interdiction de doubler aux poids lourds.

- Du mardi 8 juillet 2025 à 9h au mercredi 9 juillet 2025 à 9h :

– Basculement de la circulation du sens 1 (Bayonne/Toulouse) vers le sens 2 (Toulouse/Bayonne) du PR 50+630 au PR 52+300,

– Fermeture des bretelles d'entrée du diffuseur n°7 de Salies de Béarn dans les deux sens de circulation,

Les usagers circulant sur la RD430 et souhaitant entrer sur l'A64 au diffuseur n°7 de Salies en direction de Bayonne seront amenés à suivre la déviation par la D817, puis l'A641 pour retrouver l'A64 au diffuseur n°6 de Peyrehorade.

Les usagers circulant sur la RD430 et souhaitant entrer sur l'A64 au diffuseur n°7 de Salies en direction de Toulouse seront amenés à suivre la déviation par la D817, puis la RD9 pour retrouver l'A64 au diffuseur n°8 d'Orthez.

En cas d'intempéries ou problèmes techniques, les SMV seront ripés sur l'accotement avant le 9 juillet 2025.

- Du mercredi 9 juillet 2025 à 9h au vendredi 18 juillet 2025 à 9h :
 - Présence des SMV en accotement,
 - Limitation de la vitesse à 90km/h en sens 1 (Bayonne/Toulouse) du PR51+470 au PR52+082.
- Du mardi 15 juillet 2025 à 9h au vendredi 18 juillet 2025 à 9h :
 - Neutralisation de la voie de droite pour la dépose des SMV des sens 1 (Bayonne/Toulouse).

Article 6 : La signalisation mise en place nécessite de déroger à l'arrêté portant réglementation permanente de la circulation sous chantier, en particulier :

- à l'article 3 « les chantiers ne devront pas entraîner un détournement du trafic sur le réseau secondaire »,
- à l'article 4 « jours hors chantiers »,
- à l'article 5 « capacité »,
- à l'article 7 « largeur de voies »,
- à l'article 10 « inter-distances de chantier »,
- à l'article 12 « limitation de vitesse »,

Article 7 : la signalisation temporaire de chantier sera mise en place et entretenue par la société des ASF conformément à la réglementation en vigueur.

Les entreprises chargées de l'exécution des travaux prendront toutes les mesures de protection et de signalisation utiles, sous le contrôle des services de la société des ASF (district sud atlantique).

Article 8 : une information aux usagers sera mise en place à l'aide des panneaux à messages variables se trouvant avant les accès à l'autoroute et en section courante.

L'information sera également diffusée par voie de presse et par le biais de la radio autoroutière.

Article 9 : les modalités de restrictions de circulation décrites dans cet arrêté ne s'appliquent pas aux véhicules de la société des ASF ni aux véhicules des entreprises travaillant pour le compte de la société des ASF.

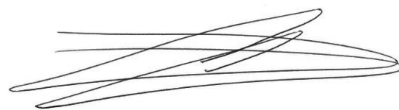
Article 10 : copie du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de Bayonne,
- Monsieur le commandant de l'escadron départemental de sécurité routière de la gendarmerie des Pyrénées-Atlantiques,
- Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie des Pyrénées-Atlantiques,
- Monsieur le commandant du peloton autoroutier des Pyrénées-Atlantiques,
- Monsieur le responsable du SAMU,
- Monsieur le directeur des services d'incendie et de secours des Pyrénées-Atlantiques,
- Maires de Peyrehorade, Puyoo, Labatut, Belloc, Baigts de Béarn et Orthez,
- Monsieur le président du conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques,
- Monsieur le président du conseil départemental des Landes,
- Madame la directrice régionale d'exploitation de la Société Autoroutes du Sud de la France,

qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution ou de l'archivage du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pau, le 19 juin 2025

Pour le Préfet des Pyrénées-Atlantiques,
et par subdélégation
Le responsable de l'unité sécurité routière et gestion de crise,
Adjoint à la cheffe du service pilotage,
affaires juridiques et sécurité routière



David DONNE

Direction Régionale des douanes de Bayonne

64-2025-07-01-00002

Décision de fermeture-SJPP du 01 06 2025

***DÉCISION DE FERMETURE DÉFINITIVE
D'UN DÉBIT DE TABAC ORDINAIRE PERMANENT
SUR LA COMMUNE DE SAINT-JEAN-PIED-DE-PORT.***

LE DIRECTEUR INTERRÉGIONAL DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE NOUVELLE AQUITAINE

Vu l'article 568 du code général des impôts ;

Vu le décret n° 2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de la vente au détail des tabacs manufacturés, et notamment l'article 37 ;

DÉCIDE

la fermeture définitive du débit de tabac ordinaire permanent n°6400586R situé sur la commune de SAINT-JEAN-PIED-DE-PORT.

Fait à BAYONNE, le 01 juillet 2025

Pour le directeur interrégional des douanes et droits indirects de Nouvelle Aquitaine, et par délégation,
Le directeur régional des douanes à Bayonne,



Yann TANGUY

Préfecture des Pyrénées-Atlantiques

64-2025-06-30-00003

Arrêté relatif au fonctionnement et à la
réalisation de travaux sur le système
d'assainissement collectif du bourg de
l'agglomération de Laruns

**Arrêté n°
relatif au fonctionnement et à la réalisation de travaux sur le système
d'assainissement collectif du bourg de l'agglomération de Laruns**

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

VU la directive européenne n° 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires (ERU) ;

VU la directive européenne n° 2024/3019 du 27 novembre 2024 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (ERU) ;

VU la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 214-1 et suivants ;

VU le code de la santé publique et notamment le livre III de la 1ère partie ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2224-8 et L. 2224-10 ;

VU le décret du 5 juillet 2024 portant nomination de M. Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, sous-préfet de Pau ;

VU le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie GIRIER préfet des Pyrénées-Atlantiques ;

VU l'arrêté préfectoral n°64-2024-12-05-00001 du 5 décembre 2024 donnant délégation de signature à M. Samuel GESRET, secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

VU l'arrêté du 25 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212 -10, R. 212-11, et R. 212-18 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Adour-Garonne 2022-2027 approuvé le 10 mars 2022 par le Préfet coordonnateur de bassin et les mesures relatives à la gestion qualitative de la ressource ;

1/17

VU l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin en date du 10 mars 2022 portant approbation du plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) 2022-2027 du bassin Adour-Garonne ;

VU la nomenclature relative à la localisation globale du point de mesure créée le 11 août 1998 et mise à jour le 11 mai 2023 par le Service d'administration nationale des données et référentiels sur l'eau (SANDRE) ;

VU les courriers relatifs à l'analyse de la conformité ERU du système d'assainissement de Laruns adressés à la commune de Laruns pour les années 2013 à 2023 ;

VU la convention tripartite du 27 juin 2024 relative à la mise en conformité au titre de la directive ERU des systèmes d'assainissement du bourg et de Fabrèges de la commune de Laruns entre la mairie de Laruns, la préfecture des Pyrénées-Atlantiques et l'agence de l'eau Adour-Garonne ;

VU le dossier de déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 27 juin 2024, présenté par la commune de Laruns, enregistré sous le numéro AIOT n° 0100050777 et relatif au système d'assainissement collectif de l'agglomération d'assainissement de Laruns ;

VU le récépissé de déclaration initial délivré le 8 octobre 2024 ;

VU les compléments en date du 18 février 2025 apportés par la commune de Laruns au dossier initial suite à la demande de la DDTM du 20 novembre 2024 ;

VU l'avis de l'ARS du 12 novembre 2024 ;

VU l'absence d'observation du pétitionnaire sur le projet d'arrêté de prescriptions spécifiques adressé le 28 avril 2025 ;

CONSIDÉRANT que le système d'assainissement collectif de Laruns montre une non-conformité globale aux dispositions de la directive ERU et des arrêtés ministériels susvisés ;

CONSIDÉRANT la nécessité de réaliser des travaux de mise en conformité du système d'assainissement collectif de Laruns ;

CONSIDÉRANT l'âge des équipements du système de traitement construit en 1989 ;

CONSIDÉRANT que le système d'assainissement collectif de Laruns est soumis au régime de la déclaration compte tenu la nomenclature fixée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le système d'assainissement de l'agglomération de Laruns rejette ses eaux usées dans les masses d'eau le Gave d'Ossau du confluent du gave de Bious au confluent du Lau (n° FR256B) et le ruisseau l'Arriussé (n° FRFR256B_3) ;

CONSIDÉRANT la masse d'eau du Gave d'Ossau du confluent du gave de Bious au confluent du Lau (n° FR256B) classée en bon état écologique et dont l'objectif de qualité du SDAGE Adour-Garonne 2022-2027 est le maintien du bon état ;

CONSIDÉRANT la masse d'eau ruisseau l'Arriussé (n° FRFR256B_3) classée en bon état écologique et dont l'objectif de qualité du SDAGE Adour-Garonne 2022-2027 est le maintien du bon état ;

CONSIDÉRANT que les rejets de l'agglomération d'assainissement de Laruns ne doivent pas dégrader la qualité des masses d'eau suscitées ;

CONSIDÉRANT la nécessité de fixer la localisation et la nature des points de mesure d'autosurveillance sur le système d'assainissement de Laruns ;

CONSIDÉRANT la nécessité de fiabiliser les mesures d'autosurveillance sur le système d'assainissement de Laruns ;

2/17

Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques
Cité Administrative – Boulevard Tourasse- CS 57577 – 64032 PAU CEDEX
Tél. (standard) : 05 59 80 86 00 - www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr

CONSIDÉRANT l'activité touristique sur la commune de Laruns qui génère des apports de pollution organiques significatifs sur le système d'assainissement de Laruns ;

CONSIDÉRANT la nécessité de fixer des prescriptions spécifiques à celles édictées dans le récépissé de déclaration sus-visé relatif au système d'assainissement de l'agglomération d'assainissement de Laruns afin d'assurer une gestion durable et équilibrée de la ressource en eau et la protection des intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

ARRÊTE

TITRE I

OBJET DE LA DÉCLARATION ET CADRE GÉNÉRAL

Article premier : Bénéficiaire

La commune de Laruns (SIRET n° 21640320400011) dont le siège est à la place de la Mairie à Laruns (64440), représentée par son maire, est bénéficiaire de la déclaration portant sur le système d'assainissement de Laruns (dit « Laruns-bourg ») de l'agglomération d'assainissement de Laruns définie aux articles 2 et 3 ci-dessous, sur la base du dossier de demande susvisé et sous réserve des prescriptions définies par le présent arrêté.

Article 2 : Objet de la déclaration

Le présent arrêté porte sur l'exploitation et la réalisation de la mise en conformité du système d'assainissement collectif de Laruns de l'agglomération d'assainissement de Laruns.

Le programme de réalisation des travaux nécessaires à la mise en conformité du système d'assainissement est défini dans le dossier de déclaration susvisé et en annexe 4 du présent arrêté.

Les prescriptions spécifiques du présent arrêté portent notamment sur :

- les travaux sur le système de traitement des eaux usées de Laruns,
- les travaux sur le système de collecte rattaché au système de traitement des eaux usées de Laruns,
- l'exploitation et le fonctionnement de l'ensemble des ouvrages du système d'assainissement collectif de Laruns,
- les rejets des effluents dans le gave d'Ossau, le ruisseau l'Arriussé et le canal du Moulin.

Article 3 : Description du système d'assainissement collectif de Laruns

La collecte et le traitement des eaux usées du centre de la commune de Laruns sont assurés par le système d'assainissement collectif de Laruns composé :

- du système de traitement des eaux usées situé sur la commune de Laruns,
- des ouvrages de rejet du système de traitement des eaux usées de Laruns dans le gave d'Ossau,
- du système de collecte des eaux usées situé sur la commune de Laruns et associé au système de traitement des eaux usées de Laruns,
- des ouvrages de surverses du système de collecte dans le gave d'Ossau et le ruisseau l'Arriussé.

Article 4 : Éléments de cadrage au titre de la législation sur l'eau et les milieux aquatiques

Les rubriques de la nomenclature des opérations soumises à déclaration en application de l'article R. 214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.1.0	<p>Systèmes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R.2224-6 du code général des collectivités territoriales :</p> <p>2° Supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5 (D).</p> <p>Un système d'assainissement collectif est constitué d'un système de collecte, d'une station de traitement des eaux usées et des ouvrages assurant l'évacuation des eaux usées traitées vers le milieu récepteur, relevant en tout ou partie d'un ou plusieurs services publics d'assainissement mentionnés au II de l'article L.2224-7 du code général des collectivités territoriales. Dans le cas où des stations de traitement des eaux usées domestiques sont interconnectées, elles constituent avec les systèmes de collecte associés un unique système d'assainissement. Il en est de même lorsque l'interconnexion se fait au niveau de plusieurs systèmes de collecte.</p> <p>Une installation d'assainissement non collectif est une installation assurant la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées des immeubles ou parties d'immeubles non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées.</p>	Déclaration	Arrêté du 21 juillet 2015 modifié susvisé

Le bénéficiaire se conforme aux mesures et engagements décrits dans son dossier de déclaration sous réserve du respect des prescriptions générales définies dans l'arrêté ministériel susvisé et des prescriptions spécifiques du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

TITRE 2

PRESCRIPTIONS APPLICABLES AU SYSTÈME DE COLLECTE

Article 5 : Description du système de collecte et des ouvrages de surverses

Le système de collecte du système de traitement de Laruns dessert le centre de la commune de Laruns. Ses surverses comptabilisent 6 déversoirs d'orage (DO) ou trop-pleins (TP) dont les caractéristiques et la localisation sont précisées dans le tableau en annexe 1.

Le bénéficiaire tient annuellement à jour la liste des ouvrages de surverses du système d'assainissement, décrits en annexe 1, ainsi que l'estimation du flux collecté en Equivalent-Habitant (EH).

Le synoptique du système de collecte est présenté en annexe 2. Le taux de raccordement des usagers individuels doit être égal à 100 %. Des dérogations à l'obligation de raccordement des particuliers peuvent être accordées exceptionnellement dans les conditions prévues par la réglementation et dans la mesure où le particulier dispose d'un assainissement autonome en bon état de fonctionnement.

4/17

Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques
Cité Administrative – Boulevard Tourasse- CS 57577 – 64032 PAU CEDEX
Tél. (standard) : 05 59 80 86 00 - www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr

Article 6 : Suivi des déversements d'eaux usées dans l'Arriussé

Le rejet du DO du Camping, dans l'Arriussé, est intégré au diagnostic permanent (cf. annexe 1) pour une connaissance patrimoniale et de fonctionnement de l'ouvrage en réalisant :

1. sans délai, une estimation en charge de pollution organique de la population raccordée au DO Camping, basée sur le taux de remplissage maximal du bassin de collecte à son amont ;
2. avant le 31 décembre 2027, une estimation ou une mesure du nombre de jour de déversement du DO du Camping sur une année ;
3. A l'issue d'une année d'observation, s'il est constaté des déversements par temps sec ou des déversements fréquents par temps de pluie pendant la période d'étiage de l'Arrioussé, une estimation des volumes déversés sera mise en place.

Les résultats obtenus et son analyse de fonctionnement corrélée à la pluviométrie devront être transmis au service en charge de la police de l'eau dans le bilan annuel de fonctionnement.

En cas de déversements excessifs dans cette masse d'eau sensible, un plan d'actions pour limiter ces déversements devra être mis en œuvre.

TITRE 3

PRESCRIPTIONS APPLICABLES AU SYSTÈME DE TRAITEMENT

Article 7 : Localisation et descriptions techniques du système de traitement des eaux usées

Localisation :

- commune d'implantation : Laruns
- parcelles cadastrales : n°0171 section AL
- Coordonnées de la STEU et de son point de rejet : cf. annexe 1 (système de référence géodésique RGF en Lambert 93)

Milieu récepteur du rejet du système de traitement :

- Gave d'Ossau du confluent du gave de Bious au confluent du Lau (n° FR256B)
- bassin versant : Gave d'Oloron

Description du système de traitement : cf annexe 3

- 3 arrivées : une arrivée principale (point logique S1-1), une arrivée du bassin de collecte « Piscine » (point logique S1-2) dans la chambre #1 (DO1) et une arrivée du bassin de collecte des rives droite et gauche de l'Arriussé (point logique S1-3) dans le puits de collecte,
- un déversoir d'orage (point réglementaire A2) composé de 2 chambres en série comme suit et d'un canal de comptage des eaux déversées en sortie de la deuxième chambre :
 - chambre #1 (DO1) assure le transfert des eaux brutes (EB) par temps sec vers la STEU (et inversement par temps de pluie) et le transfert par temps de pluie vers la chambre #2 (DO2),
 - chambre #2 (DO2) en série assure le transfert des EB par temps de pluie vers le bassin d'orage de la STEU, le rejet des EB de la vidange du BO par la même conduite et le déversement vers le milieu récepteur via le canal venturi
- un dégrilleur retenant les macrodéchets,
- un canal venturi (A2) de comptage des effluents déversés du A2, rejetés dans le canal du Moulin
- la station de traitement (décrite ci-après).

5/17

Description de la station de traitement :

- **file « eau » (mise en service en 1989) :**
 - un puits de collecte alimenté par 4 conduites (EB arrivant du camping, EB par temps sec, EB par temps de pluie renvoyant les EB vers le A2 suite à la vidange du bassin d'orage et l'alimentation du bassin d'orage),
 - un bassin d'orage de 150 m³,
 - un poste de relevage,
 - un dégrilleur fin,
 - un dégraisseur-dessableur (2 fosses de stockage spécifiques aux sables et aux graisses),
 - un bassin d'aération de 508 m³,
 - un clarificateur avec pont racleur,
 - un dégazeur et une fosse à flottants,
 - un poste toutes-eaux renvoyant les colatures vers le bassin d'aération,
 - un canal de comptage des eaux traitées (point réglementaire A4).
- **file « boue » :**
 - un silo à boues de 80 m³,
 - une presse à vis déshydratation des boues dimensionnée pour 2850 EH
 - une benne de stockage.

Les dimensions des ouvrages indiquées sont issues du dossier de déclaration déposé susvisé. Dans le cas où elles ne sont pas précisées, elles sont issues de l'ancien dossier de déclaration. Si des modifications interviennent a posteriori, le bénéficiaire informe le service en charge de la police de l'eau dans le mois afin de les notifier.

Article 8 : Charges de référence du système de traitement

La station de traitement des eaux usées (STEU) est dimensionnée, conçue, construite et exploitée pour recevoir et traiter les flux des matières polluantes correspondant aux débits et charges organiques indiqués ci-après.

Charge hydraulique de référence		
débit de référence	Percentile 95 des débits arrivant au système de traitement des eaux usées	m ³ /jour
Volume journalier « temps sec »	600	m ³ /jour
Débit horaire de pointe par temps sec	35	m ³ /heure
Volume journalier « temps de pluie »	930	m ³ /jour
Débit horaire de pointe par temps de pluie	65	m ³ /heure
Charge polluante de référence (kg/j) : paramètres physico-chimiques		
DBO5	170	kg/j
DCO	340	kg/j
MES	270	kg/j
NGL	42	kg/j
Pt	12	kg/j

La capacité organique du système de traitement est fixée à **2850 EH**.

Article 9 : Obligations de résultats du système de traitement

Les rejets respectent les valeurs limites suivantes en concentration ou en rendement sur les paramètres suivants :

PARAMÈTRE	CONCENTRATION maximale à respecter	ou	RENDEMENT minimum à atteindre	et	CONCENTRATION rédhibitoire,
moyenne journalière					
DBO5	25 mg (O2)/l	ou	80 %	et	50 mg (O2)/l
DCO	125 mg (O2)/l	ou	75 %	et	250 mg (O2)/l
MES	35 mg/l	ou	90 %	et	85 mg/l
moyenne périodique entre le 1 ^{er} juillet et le 31 octobre					
NGL	20 mg (N)/l		/		
N-NH4	10 mg (N)/l		/		
Pt	5 mg /l		/		

Le suivi des paramètres NGL, N-NH4 et Pt est programmé sur la période du 1^{er} juillet au 31 octobre conformément aux dispositions de l'article 12 du présent arrêté.

TITRE 4

DISPOSITIONS CONCERNANT L'ÉLIMINATION DES BOUES

Article 10 : Boues d'épuration

La production nominale de boues attendue est de 43 TMS/an. Les boues seront évacuées vers une plateforme de compostage. La filière alternative constitue l'usine d'incinération de Lacq.

TITRE 5

SURVEILLANCE DU FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT

Article 11 : Modalité de surveillance du système de traitement

L'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié susvisé définit les modalités générales d'autosurveillance du système d'assainissement de Laruns. Le tableau ci-dessous identifie et décrit les points réglementaires et logiques du système de traitement :

Point réglementaire	Libellé	Point logique associé	Localisation	Débit journalier suivi	Concentration journalière suivie
A2	Déversoir en tête de station	S16-1 Déverse DO1	Entrée chambre #2	oui	non
		S16-2 Trop plein bassin d'orage	Dans chambre #2		
A3	Entrée STEU	S1-1 Arrivée principale	Arrivée principale des eaux brutes dans la chambre #1 du système de traitement	oui	oui
		S1-2 Arrivée BC Piscine	Arrivée d'une canalisation secondaire des eaux brutes dans la chambre #1 du système de traitement		
		S1-3 Arrivée BC RD-RG Arrioussé	Arrivée des eaux brutes du bassin de collecte en rive droite et gauche de l'Arrioussé dans le puits de collecte de la STEU		
A4	Sortie STEU		Canal venturi à la sortie des ouvrages de traitement	oui	oui
A6	Boue produite	Amont de l'atelier de déshydratation	oui	oui	oui

Le synoptique en annexe 3 localise les points réglementaires sus-cités. Cette localisation sera soumise à l'avis de l'agence de l'eau Adour-Garonne dans le cadre de la validation du manuel d'autosurveillance.

Les modalités d'autosurveillance sont celles prescrites à l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié susvisé à l'exception de celles prescrites à l'article 12.

Article 12 : Fréquences des mesures d'autosurveillance sur les paramètres prescrits

Les fréquences des mesures des paramètres prescrits à l'article 9 à réaliser en nombre de jours par an sur le système de traitement de Laruns sont au nombre de 16 pour les paramètres DBO5, DCO et MES et au nombre de 6 pour les paramètres NGL, N-NH4 et Pt. La programmation est établie selon le calendrier ci-dessous :

Paramètres	DBO5, DCO et MES	NGL, N-NH4 et Pt
Total Bilan sur une année	16	6
Janvier	1	0
Février	2 pendant les vacances d'hiver	0
Mars	1	0
Avril	1	0
Mai	1	0
Juin	1	0
juillet	2 dont 1 après le 15/7	2 dont 1 après le 15/7
Août	2 dont 1 avant le 15/8	2 dont 1 avant le 15/8
Septembre	1	1
Octobre	1	1
Novembre	1	0
Décembre	2 pendant les vacances de fin d'année	0

Article 13 : Diagnostic permanent du système d'assainissement

Le bénéficiaire met en place et tient à jour un diagnostic permanent du système d'assainissement conformément à l'article 12 de l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié.

Les éléments du diagnostic permanent sont transmis au service chargé de la police de l'eau dans le bilan annuel de fonctionnement.

Article 14 : Diagnostic périodique du système de traitement de Laruns-bourg

Lors du prochain bilan périodique ou schéma directeur d'assainissement ou au plus tard 10 ans à compter de la signature du présent arrêté, le bénéficiaire réalise un diagnostic complet des ouvrages constituant le système de traitement afin d'établir leur viabilité pour les années à venir. En cas de vétusté, ou de viabilité réduite, le bénéficiaire propose un programme de travaux visant à assurer le fonctionnement conforme à long terme du système de traitement.

TITRE 6

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 15 : Déclaration des incidents ou accidents

Le bénéficiaire déclare, dès qu'il en a connaissance, au service chargé de la police de l'eau les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures qui peuvent être prescrites, le bénéficiaire prend, ou fait prendre, toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour en évaluer les conséquences et y remédier.

Tout déversement exceptionnel à partir du réseau de collecte, notamment des postes de relèvement est signalé dans les meilleurs délais aux différents pouvoirs de police des différents usages avec les éléments d'information sur les dispositions prises pour en minimiser les impacts, et les délais de dépannage. Pour cela, le bénéficiaire établit une procédure d'alerte soumise à l'approbation des maires des communes concernées, du service de police de l'eau et des différents services de police des usages concernés.

Le bénéficiaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 16 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 17 : Modification de la déclaration

Toute modification doit respecter les dispositions relatives aux articles R. 214-40 du code de l'environnement.

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Article 18 : Contrôles – Autres réglementations

Les agents mentionnés à l'article L 216-3 du Code de l'Environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques ont libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Le présent acte ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 19: Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 214-10 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. En application de l'article R. 514-3-1 du même code, elle peut être déférée devant le tribunal administratif de Pau :

1° Par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision ;

2° Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Dans le même délai de deux mois, le bénéficiaire peut présenter un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux points 1° et 2°. Le silence gardé par l'administration pendant plus de 2 mois sur la demande de recours gracieux ou hiérarchique vaut décision de rejet.

10/17

Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques
Cité Administrative – Boulevard Tourasse- CS 57577 – 64032 PAU CEDEX
Tél. (standard) : 05 59 80 86 00 - www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr

Article 20 : Publication et information des tiers

Conformément à l'article R.214-37 du code de l'environnement le maire de Laruns détient une copie de la déclaration, du récépissé et du présent arrêté. Le récépissé et le présent arrêté sont affichés en mairie pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par les soins du maire au service en charge de la police de l'eau de la direction départementale des territoires et de la mer.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet des services de l'État dans le département des Pyrénées-Atlantiques pendant une durée d'au moins 6 mois et publié au recueil des actes administratifs des services de l'État des Pyrénées-Atlantiques.

Article 21 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, la sous-préfète d'Oloron-Sainte-Marie, le maire de Laruns, le directeur régional de l'office français de la biodiversité et le directeur départemental des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Laruns par les soins de la direction départementale des territoires et de la mer.

Pau, le 30 juin 2025

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques,

Liste des annexes

Annexe 1	Liste des surverses du système d'assainissement de Laruns et dispositions d'autosurveillance
Annexe 2	Synoptique du réseau de collecte de la STEU de Laruns
Annexe 3	Synoptique du système de traitement de Laruns
Annexe 4	Programme de travaux de mise en conformité

ANNEXE 1 : Liste des surverses

SYSTÈME DE TRAITEMENT DE LARUNS

Tableau 1. Information d'autosurveillance à recueillir sur le système de traitement

Type de point réglementaire et logique	libellé	Type de point logique associé	Flux estimé (EH)	Milieu récepteur	Point soumis à autosurveillance (cf. article 12)	Coordonnées Lambert 93 ouvrage		Coordonnées Lambert 93 rejet de l'ouvrage	
						X	Y	X	Y
A2	Déversoir en tête de station	S16-1 Déverse DO1	2850 EH	Canal des Moulins puis Gave d'Ossau	oui	421053	6215699	421069	6215685
		S16-2 Trop plein bassin d'orage			oui				
A3	Entrée STEU	S1-1 Arrivée principale	2850 EH	Gave d'Ossau	oui	421057	6215715	/	/
		S1-2 Arrivée BC Piscine							
		S1-3 Arrivée BC RD-RG Arrioussé							
A4	Sortie STEU		/	Gave d'Ossau	oui	421069	6215713	421115	6215699

SYSTÈME DE COLLECTE DE L'AGGLOMÉRATION D'ASSAINISSEMENT DE LARUNS

Tableau 2. Informations d'autosurveillance à recueillir sur le système de collecte de Laruns (Surverse(s) soumise(s) à l'autosurveillance réglementaire prise(s) en compte dans l'analyse de la conformité du système de collecte)

Type de point réglementaire ou logique	Nom de l'ouvrage	Flux de collecte estimé (EH)	Milieu récepteur	Commune	Coordonnées Lambert 93 ouvrage		Coordonnées Lambert 93 rejet de l'ouvrage	
					X	Y	X	Y
Aucun								

Tableau 3. Informations du diagnostic permanent à recueillir

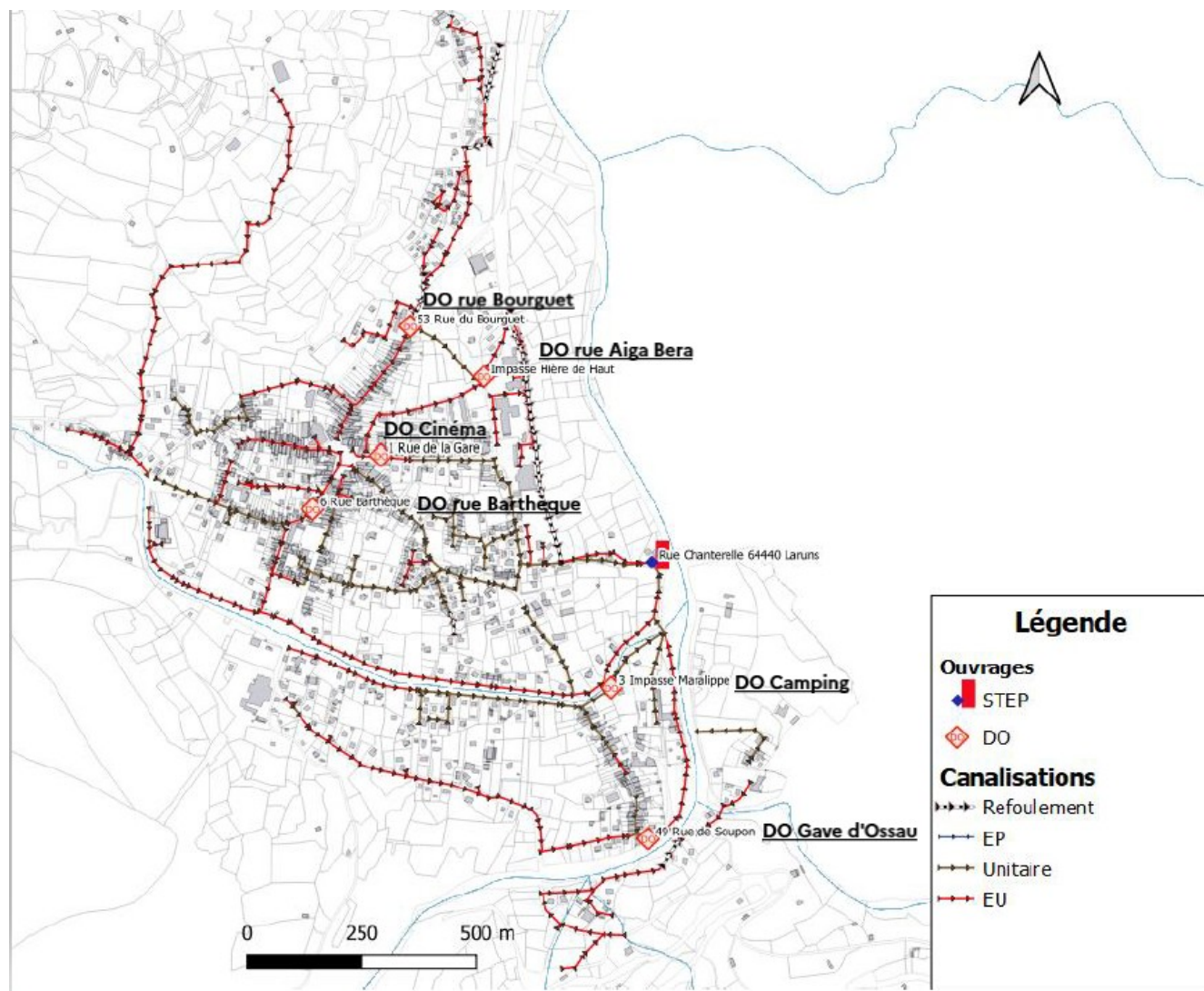
Type de point	Nom de l'ouvrage	Flux de collecte estimé (EH)	Milieu récepteur	Commune	Coordonnées Lambert 93 ouvrage		Coordonnées Lambert 93 rejet de l'ouvrage	
					X	Y	X	Y
Absence de Trop-plein	PR Piscine	262	/	Laruns	?	?	/	/
Absence de Trop-plein	PR Hourcq	35	/	Laruns	?	?	/	/
Déversoir d'orage	DO camping	49 (à redéfinir)	Arrioussé	Laruns	420973,7	6215426	420967,8	6215431

Cette liste de surverse(s) à suivre dans le cadre du diagnostic permanent n'est pas exhaustive et peut s'enrichir des autres surverses du système de collecte n'étant pas suivies

Tableau 4. Liste et description des autre(s) surverse(s) du système de collecte de Laruns

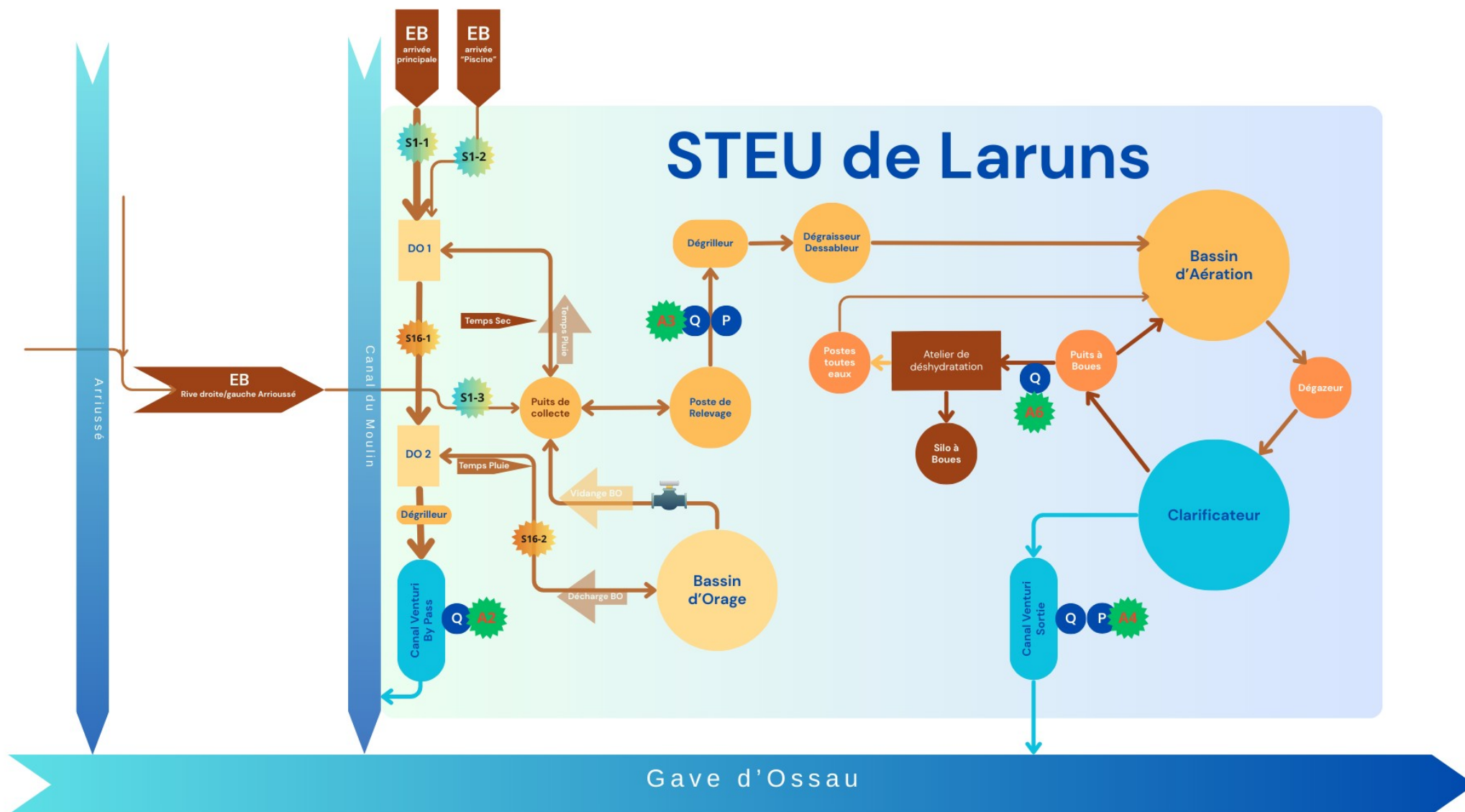
Type de point	Nom de l'ouvrage	Flux de collecte estimé (EH)	Milieu récepteur	Commune	Coordonnées Lambert 93 ouvrage		Coordonnées Lambert 93 rejet de l'ouvrage	
					X	Y	X	Y
Déversoir d'orage	DO gave d'Ossau	142	Gave d'Ossau	Laruns	421054	6215093	421054,7	6215073,7
Déversoir d'orage	DO avenue Barthègue	73	Gave d'Ossau	Laruns	420319,3	6215816	421115,5	6215699
Déversoir d'orage	DO Cinéma	51	Gave d'Ossau	Laruns	420468,3	6215932	421115,5	6215699
Déversoir d'orage	DO rue Bourguet	166	Gave d'Ossau	Laruns	420532,5	6216214	420809,8	6216220
Déversoir d'orage	DO rue Aiga Bera	29	Gave d'Ossau	Laruns	420694,5	6216102	420693,6	621093,8

ANNEXE 2 : Synoptique du système de collecte



Source : figure 25 - Dossier de déclaration - version du 24/9/2024

ANNEXE 3 : Synoptique du STEU



ANNEXE 4 : Programme des travaux

Tableau 19 : Programme de travaux validé par la collectivité pour la mise en conformité du système d'assainissement de Laruns Bourg

	Action	Detail technique	Gain	Priorité 1				Priorité 2			
				2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Système de Laruns Bourg	Rehabilitation de l'antenne sud vers le STEU	- mise en place de manchettes sur le réseau (3 unités)	Résolution exfiltration	2 550 €							
	Deconnexion des grilles et avaloir sur le système de Laruns Bourg	- 5 avaloirs à déconnecter et 2 bouches à reprendre / Zones privées à traiter par les particuliers	- 3170m² de surface active	9 100 €							
	Deconnexion de la source sur le Chemin d'Assouste	- pose d'une canalisation de branchement pour les eaux pluviales avec un exutoire dans l'Arriussé (66ml)	- 4m3/h	Realise debut 2024							
	Rehabilitation du DO rue Aïga Bare et Glère du Pon	- découpage et dégagement de la canalisation traversante	Fiabilisation du DO	1 600 €							
	Rehabilitation du DO rue Barthéque	- mise en place d'une vanne guilloine sur la canalisation aval du réseau d'eaux usées		500 €							
	Mise en séparatif du réseau du Biéle	- pose d'une canalisation de collecte des eaux usées en PVC DN200 et conversion du réseau unitaire actuel en réseau de collecte des eaux pluviales (141ml) - reprise des branchements des abonnés assainissement pour connexion au nouveau réseau de collecte des eaux usées (10 unités) - condamnation de la connexion entre le canal des Moulins et le regard R1069	Suppression rejet direct au milieu naturel	60 820 €							
	Raccordement Espalungue	Création d'un poste de relevage et d'un réseau séparatif				88 335,00 €					
	Raccordement Gatu	Création d'une STEP ou raccordement sur le lotissement Montplaisir (Asie Beon)					100 000,00 €				
	Diagnostic permanent sur les postes de relevage Piscine et Hourcq	Mise en place SOFREL + refexion armoire électrique		21 000 €							
	Mise à niveau de l'auto surveillance	Mise en conformité réglementaire	Respect réglementation	13 500 €							
	Refexion des prétraitement	Refexion PR Général Mise en place lamis rotatif Reprise du bassin d'orage	Réduction des charges déversés au milieu recepleur		105 500 €						
	Automatisation de l'aération	Mise en place sonde O2/rédox Fixation de la turbine Mise en place agitateur Automatisation recirculation	Amélioration du traitement	18 000 €							
	Remplacement canal venturi sortie STEP	Remplacement du canal venturi en place	Fiabilisation		6 500 €						
	Remise en service du PR collature	Remise en service du PR avec retour vers le BA	Respect réglementation		10 500 €						
	Mise en place poste local supervision		Fiabilisation		10 500 €						
	Rehabilitation du réseau du camping d'Ossau	- curage et chemisage partiel de tronçons du réseau avec mise en place de manchettes (4) - curage et chemisage continu d'une partie du réseau (140ml) - remplacement par banchée ouverte d'un tronçon (4ml) - reprise de raccordements défectueux (5 unités) - réalisation d'ITV sur les tronçons non investigués (31ml)	Résolution exfiltration					37 224 €			
	A-Rehabilitation du réseau de la rive droite de l'Arriussé	- condamnation du déversoir d'orage sur la rive droite de l'Arriussé suite à la mise en séparatif du réseau en amont - remplacement de canalisation par banchée ouverte (150ml)	- 0,2m³/h ECPP							45 588 €	
	Mise en séparatif de la rue du Bourg Neuf Clac	- curage du réseau pour éliminer l'obstruction du réseau en amont de la rue - pose de canalisations pour la collecte d'eaux usées en béton DN400 - reprise du raccordement des branchements d'eaux usées - pose de canalisations pour la collecte des eaux pluviales en béton DN800 - pose de canalisations de branchement collectant les eaux pluviales en PVC DN150 - condamnation des canalisations reliant les réseaux unitaire et pluvial - pose de regards sur les nouveaux réseaux d'eaux usées et pluviaux	- 1m³/h d'ECPP - 10 000m² SA	120 020 €							
	Mise en séparatif du reste de la rue Barthéque	- Mise en place d'un réseau EU séparatif (310ml) - Connexion du réseau unitaire au réseau EP Rue de Versailles - Mise en conformité des branchements (35 unités)	- 4000m² SA			163 300 €					
	Mise en séparatif du réseau du secteur de l'Arriussé	- condamnation des canalisations de connexion entre le réseau pluvial et le réseau unitaire actuel - pose de canalisations collectant les eaux pluviales pour rejet dans l'Arriussé - pose de canalisations de branchement des grilles vers les nouveaux réseaux pluviaux - réalisation d'enquêtes de branchement	- 2000m² SA						112 140 €		
	Deconnexion des grilles et avaloir sur la rue de Gerp	- Reprise de deux avaloirs sur la fosse de la RD	- 500m² SA					5 000 €			
	Mise en séparatif du réseau du Biéle Carrot d'en Bas	- pose d'une canalisation de collecte des eaux pluviales en PVC DN300 et conversion du réseau unitaire en réseau EP (130ml) - pose d'une canalisation EU (50ml) - Chemisage du réseau EU (210ml) - Reprise des branchements et avaloirs	- 0,2m³/h d'ECPP - 1 500m² SA					86 650 €			
	Mise en séparatif de l'avenue de la Gare	- pose d'une canalisation de collecte des eaux usées en PVC DN200 et conversion du réseau unitaire actuel en réseau pluvial (251ml) - reprise du branchement des abonnés vers le nouveau réseau d'eaux usées (20 unités) - Raccordement de la canalisation unitaire actuelle avec le réseau pluvial de la Gare Routière (48ml)	- 5000m² SA				136 900 €				
	TOTAL (EHT) / an			109 070 €	271 020 €	251 635 €	236 900 €	128 874 €	112 140 €	45 588 €	0 €
	TOTAL (EHT) / priorité				868 625 €					286 602 €	
	TOTAL (EHT)			1 155 227 €							

Préfecture des Pyrénées-Atlantiques

64-2025-07-04-00006

Arrêté autorisant établissement congréganiste à
aliéner un bien immobilier CSM à ANGLET



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté, de la légalité
et du développement territorial**

**ARRÊTÉ n°
AUTORISANT UN ÉTABLISSEMENT CONGRÉGANISTE À ALIÉNER
UN BIEN IMMOBILIER**

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU la loi du 24 mai 1825 modifiée, relative aux congrégations religieuses de femmes ;

VU la loi du 1^{er} juillet 1901 relative aux contrats d'association ;

VU l'ordonnance du 14 janvier 1831, relatives aux donations et legs, acquisitions et aliénations concernant les établissements ecclésiastiques et les communautés religieuses de femmes ;

VU le décret du 16 août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} juillet 1901 ;

VU le décret n° 66-388 du 13 juin 1966 modifié, relatif à la tutelle administrative des associations, fondations et congrégations ;

VU le décret n°2007-807 du 11 mai 2007 relatif aux associations, fondations, congrégations et établissements publics du culte et portant application de l'article 910 du Code civil

VU le projet de l'acte authentique de vente entre la Congrégation des Servantes de Marie dit le « vendeur » et la mairie d'Anglet, dit « l'acquéreur », de parcelles boisées, sis à ANGLET (64 600), pour une contenance de 00 ha 55 a 54 ca, pour un montant de 8 331,00 euros (huit mille trois cent trente et un euros) ;

VU les autres pièces de l'affaire ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE :

Article 1^{er} – La Congrégation des servantes de Marie représentée par Sœur Maria Jesus IRACHETA est autorisée, à aliéner à la mairie d'Anglet, aux clauses et conditions énoncées dans la promesse de vente fournie à la préfecture le 16 juin 2025, le bien immobilier constitué de parcelles boisées, sis à ANGLET (64 600), pour une contenance de 00 ha 55 a 54 ca ;

Le montant de cette vente est convenu de part et d'autre au prix de 8 331,00 euros (huit mille trois cent trente et un euros) ;

Article 2 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la Congrégation des Petites Sœurs des Pauvres.

Pau, le 4 juillet 2025

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général,

Samuel GESRET

Préfecture des Pyrénées-Atlantiques

64-2025-07-02-00009

arrêté réglementant la vente et la consommation
de boissons alcoolisées



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté réglementant les horaires d'ouverture des débits de boisson,
la vente à emporter et la consommation de boissons alcoolisées
à l'occasion des fêtes de Bayonne 2025**

LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, 2212-2 et L 2214-1 à L 2214-4 et L 2215-1;

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L 3321-1, L 3331-1, L 3334-2, L 3335-4 ;

Vu le décret du 22 mars 1942 modifié, portant sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer et notamment son article 6 ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 nommant M. Jean-Marie GIRIER, préfet du département des Pyrénées-Atlantiques ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 64-2020-05-13-003 du 13 mai 2020 réglementant la vente des boissons alcooliques dans le département des Pyrénées-Atlantiques ;

Considérant l'exceptionnelle fréquentation habituellement constatée lors des « fêtes de Bayonne » dont l'aire d'attractivité s'étend à une large partie du territoire régional et à la zone transfrontalière ;

Considérant qu'il a été constaté lors de précédentes éditions de ces fêtes, des atteintes aux biens et aux personnes, en particulier la nuit, notamment en raison de la consommation excessive de boissons alcoolisées ;

Considérant les risques aggravés qu'encourent plus particulièrement les mineurs ;

Considérant dès lors qu'il convient, à titre préventif, de réglementer les horaires de fonctionnement des débits de boissons établis sur la commune de Bayonne, à l'occasion des fêtes organisées du mercredi 9 au dimanche 13 juillet 2025 inclus, afin de préserver l'ordre et la sécurité publics ;

Considérant qu'il importe de prolonger les mesures édictées jusqu'au lundi 14 juillet inclus, jour férié qui suit immédiatement les fêtes de Bayonne, dans le même objectif de préservation de l'ordre et de la sécurité publics ;

Considérant les risques de trouble à l'ordre public susceptibles de se produire dans les transports en commun du fait du transport et de la consommation de boissons alcooliques durant les « fêtes de Bayonne » ainsi que la nécessité de réduire le nombre d'accidents éventuels, d'infractions ou d'atteintes à la sécurité et au bon ordre à l'intérieur de ces moyens de transport collectifs ;

Sur la proposition de la directrice de Cabinet ;

ARRÊTE :

Horaires de fermeture générale des débits de boissons à Bayonne

Article 1.— Par dérogation aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté n°64-2020-05-13-003 du 13 mai 2020 susvisé, l'heure limite de fermeture des débits de boissons visés au même article sur le territoire de la commune de Bayonne est fixée à 3 heures :

- la nuit du mercredi 9 juillet au jeudi 10 juillet 2025 ;
- la nuit du jeudi 10 juillet au vendredi 11 juillet 2025 ;
- la nuit du vendredi 11 juillet au samedi 12 juillet 2025.
- la nuit du samedi 12 au dimanche 13 juillet 2025.

Un arrêté du maire de Bayonne fixera l'heure limite de fermeture des débits de boissons précités pour la nuit du dimanche 13 juillet au lundi 14 juillet, et pour la nuit du lundi 14 juillet au mardi 15 juillet.

Horaires d'ouverture des débits de boissons à Bayonne

Article 2.— du jeudi 10 juillet 2025 au lundi 14 juillet 2025 inclus et par dérogation aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2020 susvisé, les débits de boissons situés sur le territoire de la commune de Bayonne et assurant la vente de boissons alcooliques du 3^{ème} au 5^{ème} groupe ainsi que les restaurants titulaires de licences à consommer sur place ou de licences de restaurants, ne pourront ouvrir au public le matin qu'à partir de 9h00.

Article 3.— L'obligation portant sur l'horaire d'ouverture définie à l'article précédent ne concerne que les établissements situés à l'intérieur du périmètre suivant :

rive gauche de l'Adour

Avenue du Maréchal Leclerc, quai Amiral Lespès, place de la Liberté, pont Mayou, place du Réduit, allées Boufflers, avenue du Capitaine Resplandy jusqu'à l'avenue Duvergier de Hauranne à hauteur de la rue Eiffel, allée de Glain, pont du Labourd, avenue Grimard, avenue Forgues, carrefour Saint-Léon, avenue des Allées Paulmy ;

rive droite de l'Adour

Voie sud-est de la place Sainte-Ursule, rue Sainte Ursule (section comprise entre la place Sainte-Ursule et la rue des Graouillats), place Pereire, rue Maubec (section comprise entre la place de la République et la rue Tombeloli), place de la République, rue Sainte Catherine ; rue Denis Etcheverry (section comprise entre la rue sainte Catherine et la rue de l'Esté), rue de l'Esté, quai Amiral Bergeret (section comprise entre la rue de l'Esté et le quai Amiral Bergeret), quai Amiral Sala.

Limitation des ventes à emporter et de consommation de boissons alcooliques

Article 4.— Par dérogation aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2020 susvisé, la vente à emporter des boissons alcooliques des 3^{ème} au 5^{ème} groupe telle que prévue au titre IV dudit arrêté, **est interdite** :

- pour les établissements relevant de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral précité (débits de boissons permanents dont l'exploitant est titulaire d'une licence de 3^{ème} ou 4^{ème} catégorie, débits de boissons temporaires autorisés, restaurants dont l'exploitant est titulaire de la « petite licence restaurant » ou de la « licence restaurant »), du jeudi 10 juillet 2025 au lundi 14 juillet 2025 inclus de 3h à 9h sur l'ensemble du territoire de la ville de Bayonne ;

- pour les autres établissements situés sur le territoire de la commune de Bayonne, la vente à emporter des boissons alcooliques est interdite du mercredi 9 au lundi 14 juillet 2025 inclus de 20h00 à 9h00 le lendemain.

Article 5.— La consommation des boissons alcooliques des 3^{ème} au 5^{ème} groupe est interdite du jeudi 10 juillet 2025 au lundi 14 juillet 2025 inclus de 3h00 à 9h00, ainsi que du lundi 14 juillet 2025 à 22h00 au mardi 15 juillet 2025 à 06h00 dans les lieux suivants sur le territoire de la commune de Bayonne :

- voies, lieux et locaux publics
- lieux privés ouverts au public.

limitation de la consommation et du transport de boissons alcoolisées

Article 6.— la consommation et le transport de boissons alcoolisées (boissons des groupes 3 à 5 tels que définis à l'article L. 3332-1 du code de la santé publique), sont interdits du mercredi 9 au mardi 15 juillet 2025 à 06h00 :

- dans les Pyrénées-Atlantiques, à bord des trains parcourant les lignes ferroviaires Bordeaux / Hendaye, Pau / Bayonne et Bayonne / Saint-Jean-Pied-de-Port ;
- dans les Pyrénées-Atlantiques, dans l'enceinte des gares traversées par les lignes ferroviaires Bordeaux / Hendaye, Pau / Bayonne et Bayonne / Saint-Jean-Pied-de-Port, notamment les quais, cours, salles des pas perdus, accès, passages et parkings.

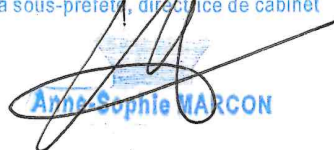
Article 7. - par dérogation à l'article 6 du présent arrêté, les boissons alcoolisées du 3^o au 5^o groupe peuvent être consommées sur place au sein des débits de boissons autorisés au sein des gares et dans les trains. Toutefois, aucune vente à emporter de boissons alcoolisées ne devra être délivrée par ces débits de boisson du mercredi 9 juillet au mardi 15 juillet 2025 à 06h00.

Article 8. - Le sous-Préfet de Bayonne, le Maire de Bayonne, la Maire de Biarritz, le Maire de Guéthary, le Maire de Saint-Jean-de-Luz, le Maire d' Hendaye, le Commissaire principal, chef du district de sécurité publique de la côte basque, le Directeur de la SNCF, le Président du syndicat des mobilités Pays Basque Adour sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché aux emplacements habituels de la ville de Bayonne.

Fait à Pau, le : 02 JUIL. 2025

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation
La sous-préfète, directrice de cabinet


Anne Sophie MARCON

Dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet des Pyrénées-atlantiques, 2 rue Maréchal Joffre – 64021 PAU CEDEX ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, place Beauvau – 75800 PARIS ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif, Cours Lyautey, Villa Noullobos – 64010 PAU CEDEX.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme du silence de l'administration pendant deux mois

ANNEXE

Les arrêts des transports en commun concernés sont ceux situés sur la place des basques, gare routière (bus urbains et inter-urbains), ainsi que l'ensemble de ceux du réseau TXIK - TXAK situés sur le périmètre de la ville de Bayonne.

Préfecture des Pyrénées-Atlantiques

64-2025-07-02-00004

Arrêté règlementant temporairement dans le département des Pyrénées-Atlantiques la vente, la cession, le transport, et l'utilisation de pétards, artifices de divertissement, engins pyrotechniques, de carburants, combustibles, produits corrosifs ou inflammables du 13 juillet 2025 (6h00) au 15 juillet 2025 (6h00)

**Arrêté n°64-2025-0
réglementant temporairement dans le département des Pyrénées-
Atlantiques la vente, la cession, le transport, et l'utilisation de pétards,
artifices de divertissement, engins pyrotechniques, de carburants,
combustibles, produits corrosifs ou inflammables,
du 13 juillet 2025 (06h00) au 15 juillet 2025 (06h00)**

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU la directive 2013/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques ;

VU la directive 2014/28/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil ;

VU le code pénal ;

VU le code de la défense ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles R. 557-6-1 et suivants ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2542-2 et suivants ;

VU le code de la santé publique ;

VU le code de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2010-455 du 4 mai 2010 modifié relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;

VU le décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 modifié relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

VU le décret n° 2015-799 du 1^{er} juillet 2015 modifié relatif aux produits et équipements à risques ;

VU le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie GIRIER en qualité de préfet des Pyrénées-Atlantiques ;

VU l'arrêté du 17 décembre 2021 portant application des articles L. 557-10-1 et R. 557-6-14-1 du code de l'environnement relatifs aux articles pyrotechniques destinés au divertissement ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2024 donnant délégation de signature à Mme Anne-Sophie MARCON, directrice de cabinet du préfet des Pyrénées-Atlantiques ;

CONSIDÉRANT le niveau élevé de la menace terroriste, caractérisé notamment par la posture VIGIPIRATE « Hiver-Printemps 2025 », qui maintient au niveau « Urgence attentat » l'ensemble du territoire depuis le 15 janvier 2025;

CONSIDÉRANT que l'utilisation des produits dangereux, inflammables ou chimiques, de produits explosifs, d'artifices de divertissement, de fumigènes et de pétards, particulièrement sur la voie publique, impose des précautions particulières au regard des dangers, accidents et atteintes graves aux personnes et aux biens, aux troubles à la tranquillité et à l'ordre public, qui peuvent résulter de leur utilisation inconsidérée ;

CONSIDÉRANT la forte tradition d'usage des pétards et feux d'artifices de divertissement à l'occasion des festivités de 14 juillet ;

CONSIDÉRANT les risques de départs d'incendies de biens publics et privés à l'usage de produits inflammables, de produits explosifs, pétards et d'artifices de divertissement ;

CONSIDÉRANT les risques de panique et les conséquences qui pourraient découler de l'utilisation d'articles pyrotechniques, explosions de produits inflammables utilisés par des individus isolés ou en réunion ;

CONSIDÉRANT que l'afflux de personnes dans les services hospitaliers, blessées par des articles pyrotechniques, dans le contexte de forte tension actuellement rencontrée par les établissements hospitaliers concernés est susceptible de grever l'accès aux soins des populations concernées;

CONSIDÉRANT la nécessité de prévenir ces désordres par des mesures adaptées et limitées dans le temps que la restriction temporaire des conditions de distribution et d'utilisation de produits dangereux, explosifs, inflammables ou corrosifs, artifices de divertissement, apparaît comme une mesure de prévention adaptée ;

CONSIDÉRANT que lorsqu'une situation de crise est susceptible d'intervenir ou que peuvent se développer des événements d'une gravité particulière, quelle qu'en soit l'origine, de nature à menacer la vie humaine, à compromettre la sécurité ou la libre circulation des personnes, et que cette situation ou ces événements peuvent avoir des effets sur tout le département, il appartient au préfet de prendre les mesures de police administrative nécessaires au maintien de l'ordre public ;

SUR proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet,

ARRÊTE :

Artifices de divertissement et articles pyrotechniques

Article 1^{er} : L'achat, la vente, la cession, le transport, le port et l'utilisation sur la voie publique ou en direction de l'espace public, d'articles pyrotechniques, de pétards, de fumigènes, d'artifices de divertissements de catégories F2 et F3 figurant sur la liste fixée par l'arrêté du 17 décembre 2021 susvisé et annexée au présent arrêté sont interdits sur le territoire du département des Pyrénées-Atlantiques, du 13 juillet 2025 à 06h00 et jusqu'au 15 juillet 2025 à 06h00.

Article 2 : Les commerçants du département des Pyrénées-Atlantiques proposant la vente d'articles pyrotechniques, de pétards, de fumigènes, d'artifices de divertissement et d'articles pyrotechniques, affichent l'interdiction de vente de manière lisible et visible, et s'assurent du respect de cette prescription.

2/4

Article 3 : Les interdictions visées à l'article 1^{er} du présent arrêté ne s'appliquent pas aux entreprises, dans le cadre de leur activité professionnelle, aux personnes pouvant justifier de l'utilisation d'artifices de divertissement dans le cadre d'un spectacle pyrotechnique déclaré tel que défini par l'article 2 du décret n°2021-580 du 31 mai 2010 modifié susvisé et aux personnes pouvant justifier de l'utilisation d'artifices de divertissement dans le cadre d'un feu d'artifice préalablement déclaré ou autorisé par le maire de la commune.

Carburants, produits combustibles, explosifs, corrosifs ou inflammables

Article 4 : Dans le département des Pyrénées-Atlantiques, du 13 juillet 2025 à 06h00 et jusqu'au 15 juillet 2025 à 06h00, sont interdits : l'achat et la vente au détail dans tout récipient transportable de produits combustibles ou corrosifs, de carburants, de produits inflammables.

Durant la même période, le transport de ces produits dans tout récipient tel que bidon, bouteille ou jerrican, est interdit.

Article 5 : Les commerçants du département des Pyrénées-Atlantiques, proposant à la vente les produits visés à l'article 4, dont les détaillants, les gérants et les exploitants des stations-service, notamment celles disposant d'appareils ou pompes automatisés de distribution d'essence, s'assurent de l'information de la clientèle et du respect de cette prescription.

Article 6 : Les interdictions visées à l'article 4 ne s'appliquent pas aux entreprises, dans le cadre de leur activité professionnelle.

Article 7 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Atlantiques, d'un recours hiérarchique auprès du ministre d'État, ministre de l'Intérieur, ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau.

Article 9 : La sous-préfète, directrice de cabinet, le sous-préfet de Bayonne, la sous-préfète d'Oloron Sainte-Marie, le directeur interdépartemental de la police nationale, le commandant du groupement de gendarmerie départementale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le préfet, 02 JUL. 2025

Pour le Préfet et par délégation
La sous-préfète, directrice de cabinet

Ann-Sophie MARCON

ANNEXE :

Liste des artifices de divertissement des catégories F2 et F3 fixée par l'arrêté du 17 décembre 2021 portant application des articles L. 557-10-1 et R. 557-6-14-1 du code de l'environnement relatifs aux articles pyrotechniques destinés au divertissement

Type d'article pyrotechnique destiné au divertissement	Catégorie(s) concernée (s)
Pétard à mèche	F3
Batterie	F3
Batterie nécessitant un support externe	F3
Combinaison	F3
Combinaison nécessitant un support externe	F3
Pétard aérien	F2 et F3
Pétard à composition flash	F3
Fusée	F2 et F3
Chandelle romaine	F2 et F3
Chandelle monocoup	F2 et F3

Préfecture des Pyrénées-Atlantiques

64-2025-07-04-00003

Arrêté préfectoral
portant renouvellement d'habilitation afin
d'établir le certificat de conformité mentionné
au premier alinéa de l'article L. 752-23 du code
de commerce
(SAS POLYGONE)



**Arrêté préfectoral
portant renouvellement d'habilitation afin d'établir le certificat de conformité
mentionné au premier alinéa de l'article L. 752-23 du code de commerce
(SAS POLYGONE)**

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

VU le code de commerce et notamment ses articles L. 752-23 et R. 752-44 et suivants ;

VU la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;

VU le décret n°2044-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n°2019-331 du 17 avril 2019 relatif à la composition et au fonctionnement des commissions départementales d'aménagement commercial et aux demandes d'exploitations commerciales ;

VU le décret du 5 juillet 2024 portant nomination de M. Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, sous-préfet de Pau ;

VU le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie GIRIER préfet des Pyrénées-Atlantiques ;

VU l'arrêté préfectoral n°64-2025-06-26-00002 du 26 juin 2025 donnant délégation de signature à M. Samuel GESRET, secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 août 2020 portant habilitation de la SAS POLYGONE à établir le certificat de conformité mentionné au premier alinéa de l'article L. 752-23 du code de commerce ;

VU la demande de renouvellement formulée par la SAS POLYGONE domiciliée 16 allée de la Mer d'Iroise - 44600 SAINT-NAZAIRE, représentée par Monsieur Aymeric BOURDEAUT, en date du 1er juillet 2025 ;

VU l'intégralité des pièces constituant le dossier ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

ARRÊTE

Article premier : la SAS POLYGONE, représentée par Monsieur Aymeric BOURDEAUT, est habilité pour établir le certificat de conformité mentionné au premier alinéa de l'article L.752-23 du code de commerce.

1/2

Article 2 : la personne affectée à l'activité faisant l'objet de la demande d'habilitation est la suivante :

- Monsieur Aymeric BOURDEAUT

Article 3 : le numéro d'habilitation est le suivant : **CC-05-2025-64**. Il devra être mentionné sur le certificat de conformité, au même titre que la date et la signature de l'auteur du certificat.

Article 4 : la durée de la présente habilitation est de cinq ans, sans renouvellement tacite possible. Elle est valable sur l'ensemble du territoire du département.

Article 5 : la demande de renouvellement de la présente habilitation devra être déposée trois mois avant la date d'expiration.

Article 6 : toute modification dans les indications fournies dans le dossier présenté à l'appui de la demande d'habilitation doit être déclarée dans le mois au préfet des Pyrénées-Atlantiques.

Article 7 : l'habilitation peut être retirée par le préfet si l'organisme ne remplit plus les conditions d'obtention, de mise à jour ou d'exercice mentionnées à l'article R.752-44-2 du code de commerce.

Article 8 : le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques. Copie du présent arrêté sera adressée à la direction départementale des territoires et de la mer.

Article 9 : le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois courant à compter de sa notification :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Atlantiques – Secrétariat général aux affaires départementales – Bureau de l'aménagement de l'espace – 2 Rue du Maréchal Joffre 64021 Pau Cédex ;
- d'un recours hiérarchique auprès du secrétariat de la commission nationale de l'aménagement commercial (CNAC) – Bureau de l'aménagement commercial – Direction générale des entreprises (DGE) – Ministère de l'économie et des finances – 61 Boulevard Vincent Auriol 75703 Paris Cédex 13 ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau ;

La juridiction compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyen » accessible à partir du site www.telerecours.fr

Pau, le **4 JUIL. 2025**

LE PREFET,

**Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général,**

Samuel GESRET

2/2